

Février 2021

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Le financement et les effectifs de l'apprentissage

Données 2018





TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
PARTIE I : LES EFFECTIFS D'APPRENTIS EN 2018	6
1. Evolution des effectifs d'apprentis en 2018.....	6
2. Répartition des effectifs apprentis par niveaux en 2018	8
3. L'apprentissage par spécialités de formation	10
4. L'insertion professionnelle après une formation en apprentissage.....	11
PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE SUR LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE	13
1. Du côté des bénéficiaires : apprentis, CFA et employeurs d'apprentis	13
1.1 Ressources des CFA (immobilisations comprises) : augmentation + 2%.....	14
1.2 Ressources des employeurs d'apprentis : augmentation de + 2 %	15
1.3 Ressources pour les apprentis et leurs familles : diminution de -7% par rapport à 2017.....	16
2. Du côté des contributeurs : entreprises, Conseils régionaux, Etat.....	17
2.1 Contributions des entreprises : la taxe d'apprentissage	17
a) Fonctionnement de la taxe d'apprentissage en 2018	18
b) Contributions des entreprises : taxe d'apprentissage collectée en 2018	19
c) Taxe d'apprentissage répartie et ressource disponible pour l'apprentissage	20
2.2 Contributions des entreprises via les branches professionnelles : diminution de -4%	21

2.3 Contributions des Conseils régionaux : diminution de 3 %	22
2.4 Contributions de l'Etat : augmentation de + 7%	23
2.5 Autres contributions.....	24
3. Schéma de synthèse des flux financiers	25
4. Synthèse globale du financement de l'apprentissage en 2018.....	26
PARTIE III : LE FINANCEMENT DE L'OFFRE DE FORMATION (COMPTES CFA) ET LES AIDES AUX APPRENTIS.....	27
1. Caractéristiques des établissements de formation	27
1.1 Organismes gestionnaires (publics, parapublics, privés)	27
1.2 Evolution du nombre de CFA et de sites de formation	28
2. Charges des CFA	29
2.1 Répartition et évolution des charges des CFA en 2018 : + 5%.....	30
2.2 Composition et évolution du coût moyen par apprenti : + 1 % par rapport à 2017	31
3. Ressources des CFA : augmentation de + 4%	33
3.1 Répartition et évolution des ressources des CFA.....	33
3.2 Ressources des CFA selon leur provenance.....	34
a) Ressources provenant des Conseils régionaux.....	35
b) Ressources provenant des entreprises	36
c) Autres contributions.....	39
4. Les investissements des CFA en 2018	40
5. Aides aux jeunes versées par les Conseils régionaux.....	42
ANNEXE 1 : COMPTES EN T DES ACTEURS DE L'APPRENTISSAGE.....	44
ANNEXE 2 : TABLEAUX REGIONAUX	49

INTRODUCTION

Créé par la Loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, France compétences est un établissement public dont la mission est d'assurer le financement, la régulation, et l'évaluation du système de la formation professionnelle et de l'apprentissage. C'est au titre de cette mission d'évaluation du système que France compétences publie, pour la deuxième année et à la suite du CNEFOP¹ et du CNFPTLV², le présent rapport sur le financement et les effectifs de l'apprentissage pour l'année 2018. Dans la continuité des précédents rapports, l'objectif est de présenter les principaux résultats qui ressortent de l'analyse des flux du système de financement de l'apprentissage en 2018, flux existants entre les principaux contributeurs (entreprises, Conseils régionaux, Etat) et les bénéficiaires finaux (appentis, employeurs d'apprentis et centres de formation).

A noter que le présent rapport revêt un caractère particulier, puisqu'il décrit pour la dernière année le système en vigueur avant la réforme du 5 septembre 2018, dont le cadre réglementaire a été profondément modifié en application de la loi pour liberté de choisir son avenir professionnel. **Il convient de souligner que les résultats présentés ici concernent uniquement l'année 2018 et sont à recontextualiser dans le système qui était alors en vigueur, avant la réforme.**

Les grandes tendances qui se dégagent pour l'année 2018 sont les suivantes :

- Les effectifs d'apprentis augmentent de +4,1% par rapport à 2017, continuant leur progression pour la troisième année consécutive. Cette évolution est portée en grande partie par l'augmentation des effectifs de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur (+ 8%).
- En 2018, la collecte de la taxe d'apprentissage s'établit à 3,226 milliards d'euros, soit +4% par rapport à 2017. Dans l'ensemble toutefois, le montant total disponible pour le financement de l'apprentissage reste stable par rapport à l'année précédente.
- Les charges des CFA augmentent de +5%, et leurs ressources de +4% par rapport à 2017 : ces dernières proviennent essentiellement des Conseils régionaux (38% des ressources des CFA) et des entreprises (35%).

¹ **CNEFOP** : Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles

² **CNFPTLV** : Conseil national de la Formation Professionnelle tout au long de la vie

Le rapport est structuré en trois parties :

La **partie I** porte sur l'analyse des **effectifs de l'apprentissage** en 2018, selon différentes caractéristiques (par région, niveaux de formation, domaines d'activité et insertion professionnelle). Ces résultats sont issus de l'exploitation des données produites par le Ministère de l'Education Nationale.

La **partie II** présente une **vue d'ensemble du financement de l'apprentissage en 2018** à l'échelle nationale et régionale. Elle permet d'analyser les flux financiers sous l'angle des bénéficiaires et des contributeurs du système, ainsi que le circuit de la taxe d'apprentissage.

Enfin, la **partie III** propose un approfondissement de la deuxième partie du rapport, en se concentrant sur l'**analyse des comptes des centres de formations d'apprentis (CFA et sections d'apprentissage)**. Les données exploitées sont issues de l'enquête annuelle « *Comptes de l'apprentissage* », réalisée par France compétences auprès des Conseils régionaux.

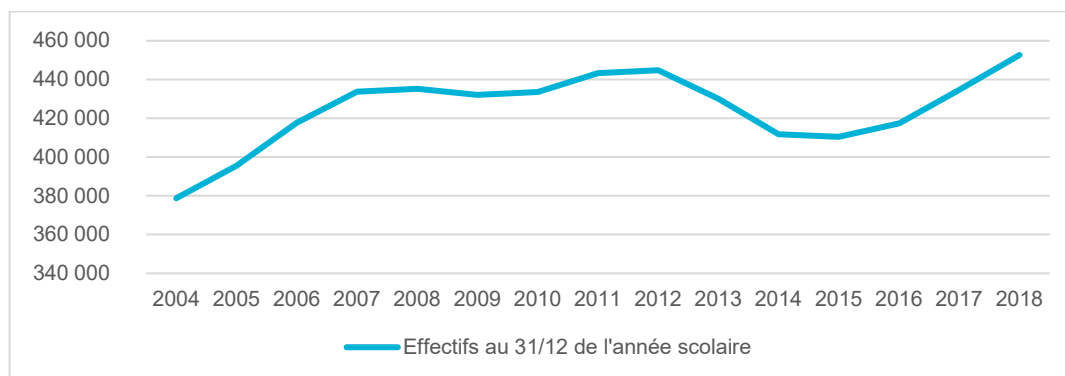
PARTIE I : LES EFFECTIFS D'APPRENTIS EN 2018¹

Les données exploitées dans cette partie proviennent principalement de l'enquête SIFA² réalisée par la Direction de l'évaluation, de la perspective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Éducation nationale. Cette enquête annuelle recense l'ensemble des apprentis en formation dans un CFA ou une section d'apprentissage en France et dans les DOM, au 31 décembre de l'année, quel que soit le ministère de tutelle. A noter : dans cette partie, la notion « d'effectifs pondérés »³ désigne le nombre d'apprentis pour l'année scolaire considérée, et diffère des « effectifs au 31 décembre ».

1. Evolution des effectifs d'apprentis en 2018⁴

Le nombre d'apprentis s'élève à 452 652 jeunes au 31 décembre 2018 (France métropolitaine et Outre-mer, préapprentissage inclus) et augmente de + 4,1 % par rapport à 2017. Les effectifs de l'apprentissage sont ainsi en augmentation pour la troisième année consécutive, et atteignent leur plus haut niveau constaté depuis 2004. Pour rappel, ces derniers ont connu une forte croissance entre 2004 et 2007 (+14,5% sur la période), puis une période de stagnation jusqu'en 2010. Après avoir atteint le niveau de 444 813 apprentis en 2012, on observe une période de baisse continue jusqu'en 2015 (-7,7% entre 2012 et 2015), essentiellement en raison de la diminution des effectifs des niveaux baccalauréat et CAP (-14%), tandis que les niveaux master, licence et bac+2/DUT/BTS augmentent sur la même période (+6%).

Figure 1 - Evolution des effectifs d'apprentis au 31/12 de chaque année, entre 2004 et 2018 (préapprentissage inclus, France métropolitaine et Outre-mer)



Source : Enquête SIFA, DEPP

Plus de 5% des jeunes âgés de 16 à 25 ans sont en formation par apprentissage, proportion stable par rapport à 2017 (5,1% en 2017 et 5,3% en 2018). La part de filles reste minoritaire dans les effectifs de l'apprentissage puisqu'elles représentent un tiers de ces derniers (32,7% en 2018 contre 33,2% en 2017). Cette part varie néanmoins en fonction des niveaux de formation : alors qu'elles ne

¹ Annexe 2 – tableaux 1 à 7

² SIFA : système d'information sur la formation des apprentis

³ Les effectifs pondérés (ou annualisés) sont calculés en prenant en compte 60% des effectifs de l'année n-1 et 40% des effectifs de l'année n. Ce calcul permet de tenir compte du nombre d'apprentis sur l'année scolaire.

représentent qu'un quart des apprentis dans les formations de CAP (26,1%), elles constituent près de la moitié des jeunes scolarisés en niveau licence (47,8%) (figure 2).

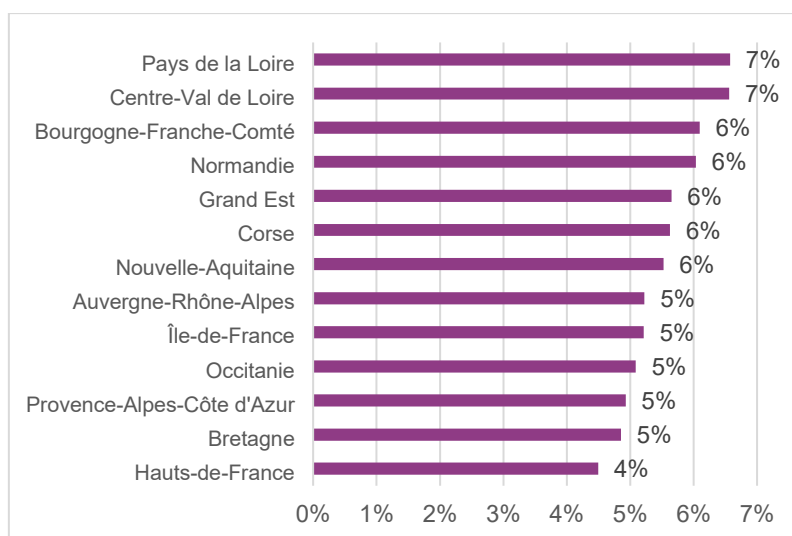
Figure 2 - Part des filles dans l'apprentissage, par niveau de formation en 2018 (en %)

	Niveau 3 (CAP)	Niveau 4 (bac)	Niveau 5 (bac +2/DUT/BTS)	Niveau 6 (licence)	Niveau 7 (master)	Ensemble
Part des filles (%)	26,1	32,5	36,5	47,8	38	32,7

Source : Enquête SIFA, DEPP

La répartition des effectifs d'apprentis sur le territoire national traduit des disparités régionales, qui peuvent s'expliquer par l'environnement économique local et la plus ou moins forte présence d'entreprises pour accueillir ces jeunes. En 2018, les deux régions qui accueillent le plus d'apprentis sont l'Île-de-France avec 88 835 apprentis (soit 20% de l'effectif total), et la région Auvergne Rhône Alpes avec 52 581 jeunes (soit 12% des apprentis). Néanmoins, c'est en région Pays de la Loire et Centre-Val-de-Loire que les proportions d'apprentis parmi les jeunes de 16 à 25 ans sont les plus élevées (7% des 16-25 ans sont en apprentissage) (figure 3).

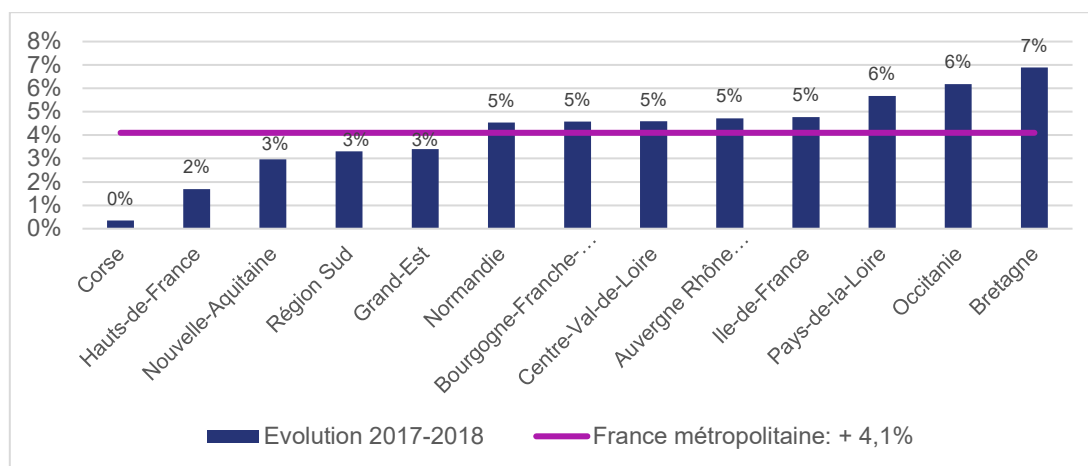
Figure 3 - Proportion d'apprentis parmi les 16-25 ans en 2018, par région (en %)



Source : Enquête SIFA, DEPP

Toutes les régions connaissent une augmentation de leurs effectifs en 2018. Les régions Bretagne (+7%), Occitanie (+6%) et Pays-de-la-Loire (+6%) sont celles qui enregistrent les plus fortes augmentations (figure 4).

Figure 4 – Taux d'évolution des effectifs d'apprentis entre 2017 et 2018, par région (en %)



Source : Enquête SIFA, DEPP

2. Répartition des effectifs apprentis par niveaux en 2018¹

En 2018, les effectifs d'apprentis se répartissent de la manière suivante (selon la nomenclature des niveaux de formation en vigueur au 1^{er} janvier 2019) :

- **59%** d'entre eux relèvent des **niveaux 3 et 4** (respectivement 23% et 36%) ;
- **40%** relèvent des **niveaux 5, 6 et 7** (respectivement 13%, 7% et 20%) ;
- **1%** des apprentis sont en préapprentissage

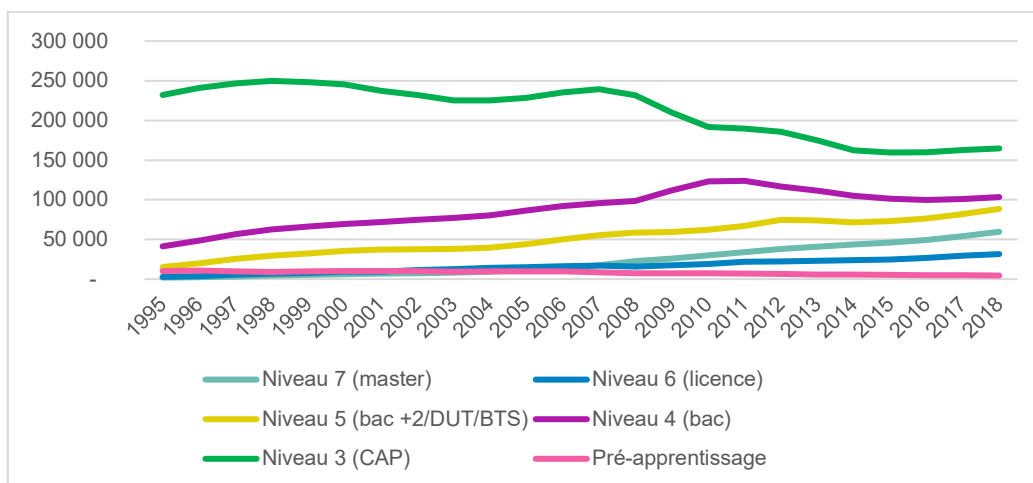
L'augmentation de + 4,1% du nombre d'apprentis entre 2017 et 2018 est portée en grande partie par le développement de l'apprentissage dans les niveaux 5, 6 et 7 (+8%), tandis que les effectifs des niveaux 3 et 4 progressent de manière plus modérée (+2%). On observe une baisse uniquement pour le pré-apprentissage (-6%).

Bien que le niveau 3 soit toujours celui qui attire le plus grand nombre de jeunes en apprentissage, on observe une baisse tendancielle des effectifs de ce niveau sur la période 1995-2018, et notamment à partir de 2008. Les effectifs du niveau 4 reprennent leur progression depuis 2017, après une période de baisse entre 2012 et 2016. Sur les niveaux 5, 6 et 7 le nombre d'apprentis est en augmentation quasi constante depuis 1995 (figure 5).

¹ Les résultats présentés ci-après prennent en compte la nomenclature des niveaux de formation en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019 :

Ancienne nomenclature (1969)	Nouvelle nomenclature au 01.01.2019	Equivalence
-	Niveau 1	Savoirs de base
-	Niveau 2	-
Niveau V	Niveau 3	CAP
Niveau IV	Niveau 4	Bac
Niveau III	Niveau 5	Bac + 2/ DUT/ BTS
Niveau II	Niveau 6	Licence
Niveau I	Niveau 7	Master
-	Niveau 8	Doctorat

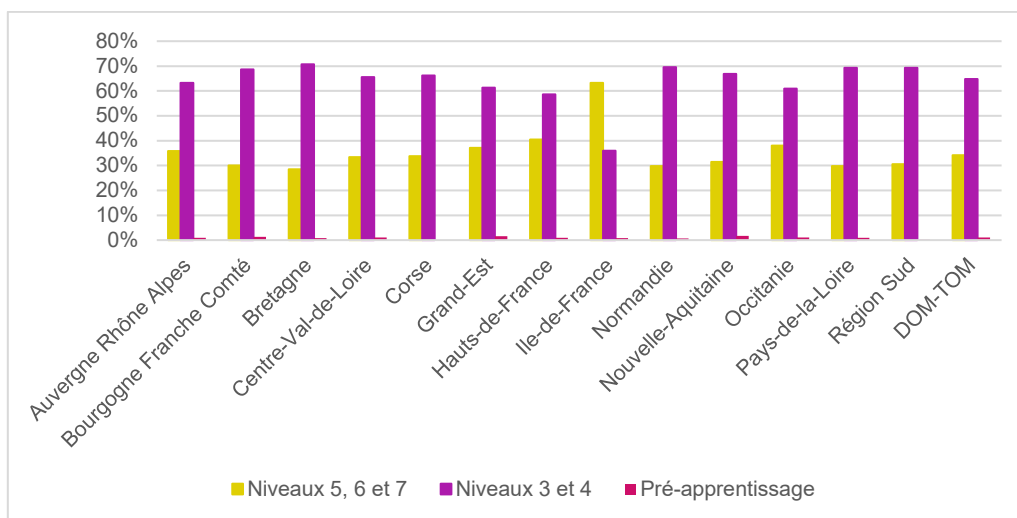
Figure 5 - Evolution des effectifs d'apprentis selon le niveau de formation, entre 1995 et 2018 (en nombre d'apprentis, France métropolitaine et DROM)



Source : Enquête SIFA, DEPP

La répartition des apprentis par niveau est variable en fonction des régions (figure 6), mais on constate une part des niveaux 3 et 4 généralement dominante par rapport aux niveaux de l'enseignement supérieur (5, 6 et 7). A ce titre, la situation en Ile-de-France est une exception, puisque contrairement au reste du territoire national, les apprentis des niveaux du supérieur représentent plus de la moitié des effectifs (63%).

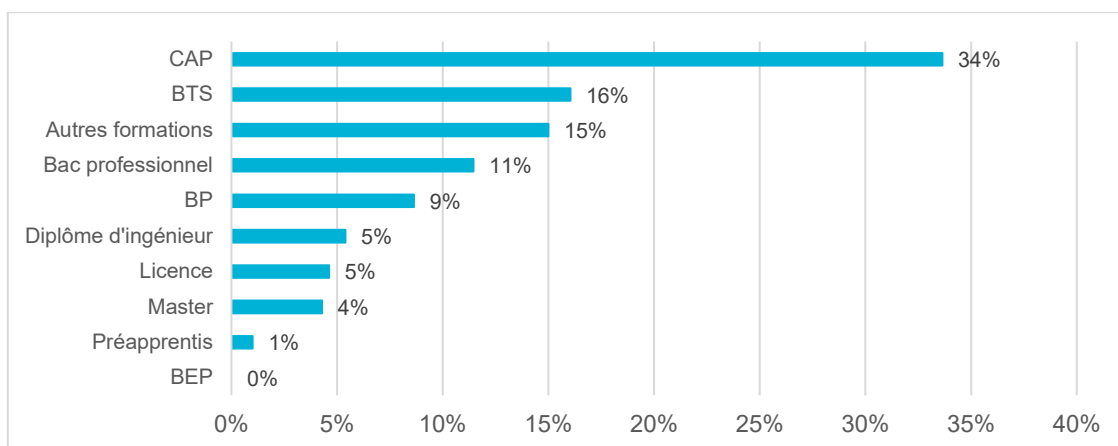
Figure 6 - Répartition des apprentis par niveaux selon les régions en 2018 (en%, France métropolitaine + DROM)



Source : Enquête SIFA, DEPP

Plus d'un apprenti sur trois prépare un CAP (34%), 16% d'entrent suivent une formation en BTS et 11% préparent un bac professionnel :

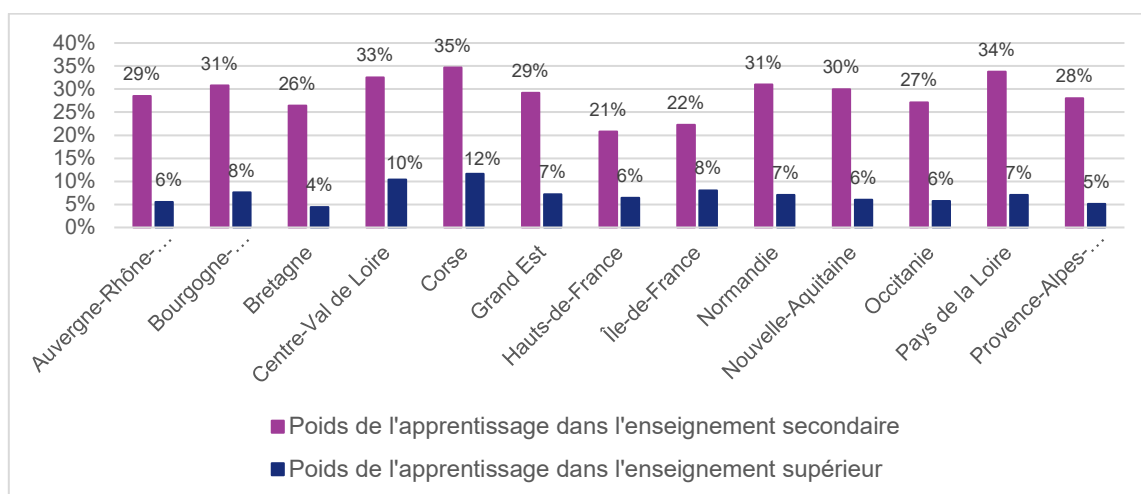
Figure 7 - Répartition des apprentis par diplôme préparé en 2018 (en % du total des apprentis, France métropolitaine + DROM)



Source : Enquête SIFA, DEPP

La proportion d'apprentis parmi l'ensemble des élèves est en augmentation par rapport à 2017 : 27% des élèves du second degré professionnel sont en apprentissage (26% en 2016), et ils sont 6,7% parmi les élèves de l'enseignement supérieur (6,2% en 2016). On observe quelques disparités selon les régions (figure 8), avec une présence plus importante de l'apprentissage à la fois dans le secondaire et le supérieur pour les régions Corse (respectivement 35% et 12%) et Centre-Val-de-Loire (respectivement 33% et 10%).

Figure 8 - Poids de l'apprentissage parmi les jeunes en formation professionnelle en 2018 (en %)



Source : Enquête SIFA, DEPP

3. L'apprentissage par spécialités de formation

En 2018, les formations par apprentissage se répartissent de manière identique à 2017 entre les domaines d'activité suivants :

- à **56,7%** dans les domaines de la **production**
- à **41,9%** dans les domaines des **services**
- à **1,4%** dans les domaines des **sciences, lettres et arts**

Cette répartition par domaines d'activité diffère selon les niveaux de formation : les apprentis des niveaux 3 et 4 relèvent majoritairement des secteurs de la production (74% des apprentis de niveaux 3 et 62% du niveau 4), tandis que ceux des niveaux 5, 6 et 7 sont majoritairement rattachés aux services (figure 9).

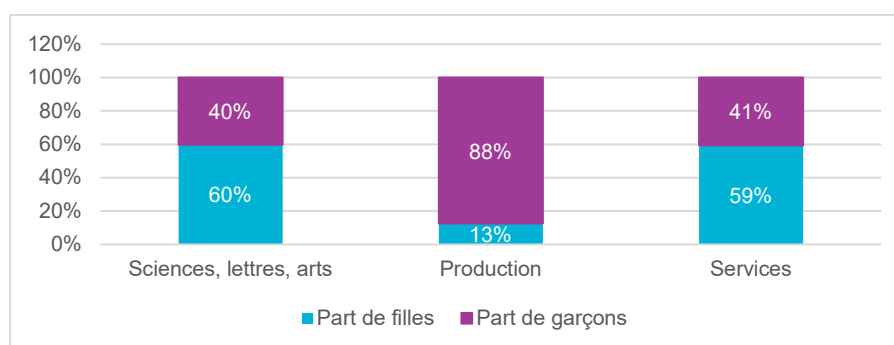
Figure 9 - Répartition des apprentis par niveaux et par domaines d'activités en 2018 (en %)

	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Ensemble
Sciences, lettres, arts	-	0,1	0,5	5,1	7,1	1,4
Production	73,5	61,7	43,7	23,5	38,5	56,7
Services	26,5	38,2	55,8	71,4	54,4	41,9
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Source : Enquête SIFA, DEPP

Par ailleurs, on observe que les apprenties filles sont majoritaires dans les domaines des sciences et lettres (60%) et des services (59%), alors que les garçons sont sur-représentés dans les domaines de la production (88%) (figure 10).

Figure 10 - Répartition des apprentis par genre et par domaines d'activité en 2018 (en %)



Source : Enquête SIFA, DEPP

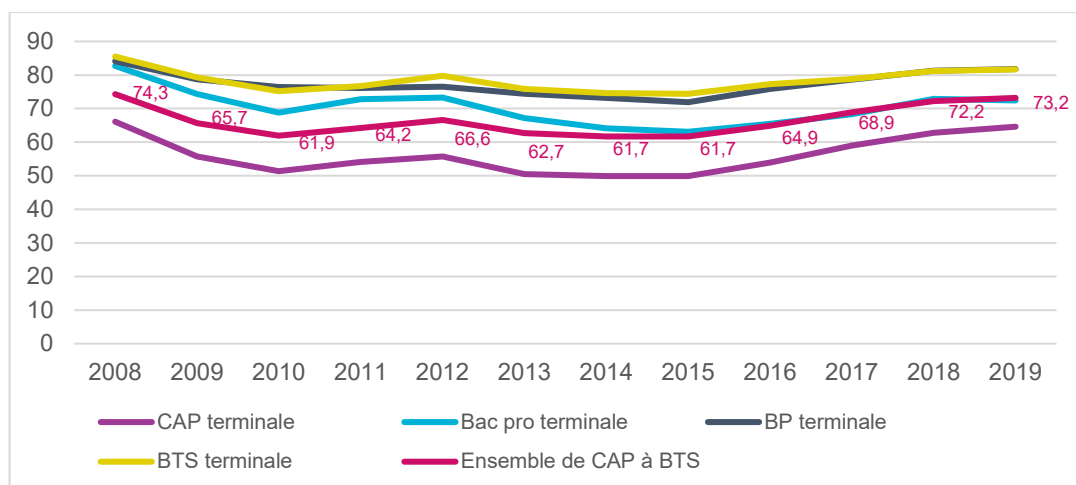
4. L'insertion professionnelle après une formation en apprentissage¹

Les données présentées ci-après sont issues de l'enquête sur l'insertion professionnelle des apprentis (IPA) de la DEPP, réalisée chaque année depuis le début des années 1990. Elle rend compte de l'insertion professionnelle des apprentis de niveau CAP à BTS, sept mois après leur sortie du CFA.

En février 2019, 73,2% des apprentis ayant suivi des études de niveau CAP à BTS ont un emploi, sept mois après leur sortie d'un CFA (ils étaient 72% en février 2018). Le taux d'insertion dans l'emploi à l'issue d'un contrat d'apprentissage continue ainsi la progression observée depuis 2015 (+12 points entre 2015 et 2019) et retrouve le niveau constaté avant le déclenchement de la crise économique de 2008 (74,3% en 2008), de manière cohérente avec la reprise globale de l'activité et de l'emploi constatée sur cette même période. On observe néanmoins que l'insertion est différente selon la classe de sortie des jeunes : en février 2019, 82% des sortants de BTS et de brevet professionnel ont un emploi, tandis qu'ils ne sont que 65% pour les sortants de CAP (figure 11).

¹ L'ensemble des résultats de l'enquête IPA 2019 est disponible sur le site du MENJ : <https://www.education.gouv.fr/l-obtention-du-diplome-demeure-determinante-dans-l-insertion-des-apprentis-12563>

Figure 11 – Evolution du taux d'emploi à 7 mois, par classe de sortie (en % des jeunes sortant de la classe)



Taux d'emploi : nombre pondéré de sortants de lycée qui se déclarent en emploi divisé par le nombre total de sortants (qu'ils soient en emploi, au chômage, inactifs ou en service civique). L'emploi regroupe les EDI, EDD, intérim, contrats de professionnalisation, et autres contrats aidés.

Champ : France métropolitaine + DOM hors Guadeloupe (y compris Mayotte depuis 2013). Sortants d'une année terminale de formation en CFA (hors niveaux I et II), interrogés sept mois après la fin des études.

Source: MENJ-DEPP, enquêtes IPA 2008 à 2019.

Par ailleurs, la bonne obtention du diplôme préparé augmente fortement l'insertion des sortants de l'apprentissage : 76,4% des apprentis ayant obtenu le diplôme préparé sont en emploi, contre 60,9% pour ceux qui ne l'ont pas validé (soit 15 points de différence) (figure 12).

Figure 12 - Situation au 1^{er} février 2019 des sortants des CFA (en %, ensemble de CAP à BTS)

Diplôme obtenu (1)	En emploi	Au chômage	Inactifs (2)	Service civique	Ensemble
Oui (79,2%)	76,4	16,5	6,5	0,6	100
Non (20,8%)	60,9	29	9,1	1	100
Ensemble	73,2	19,1	7	0,7	100

1. Cet indicateur n'est pas un taux de réussite, il ne se rapporte qu'aux sortants et non à l'ensemble des inscrits aux examens.

2. Inactifs: jeunes sortants de lycée qui sont soit en stage, soit sans emploi et n'en recherchant pas.

Lecture: au 1^{er} février 2018, 76,4% des sortants diplômés du CAP au BTS sont en emploi.

Champ: France métropolitaine + DOM. Sortants d'une année terminale de formation en CFA, interrogés sept mois après la fin des études

Source: MENJ-DEPP, enquête IPA 2019

On observe également que parmi ceux qui sont en emploi sept mois après leur formation, 43% travaillent dans l'entreprise dans laquelle ils ont réalisé leur apprentissage. Ils sont 58% à être en emploi à durée indéterminée, et 25% en emploi à durée déterminée (10% sont en intérim et 7% en contrat de professionnalisation). A noter que l'obtention du permis de conduire compte parmi les facteurs pouvant favoriser l'insertion. Celui-ci a un effet positif non négligeable, puisqu'en moyenne, du CAP au BTS, les jeunes détenant le permis sont plus souvent en emploi (80% des cas) que ceux qui ne l'ont pas (52%).

PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE SUR LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE

Afin de donner une vision d'ensemble du système de financement de l'apprentissage en vigueur en 2018, on distingue dans cette partie : les « **bénéficiaires** » des différentes contributions (**apprentis, CFA, employeurs d'apprentis**) et les « **contributeurs** » (**régions, entreprises et Etat**).

Au total, les flux financiers que reçoivent les bénéficiaires de l'apprentissage s'élèvent à 6 041 M€, soit + 1 % par rapport à 2017 (hors rémunération des apprentis). Du côté des contributeurs, ces flux s'élèvent à 6 014 M€, montant stable par rapport à l'année précédente.

Il est rappelé que les résultats présentés dans cette partie sont à recontextualiser dans le système en vigueur en 2018, avant l'application de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Les flux financiers tels que décrits ici reflètent uniquement le système en place avant la réforme du 5 septembre 2018.

1. Du côté des bénéficiaires : apprentis, CFA et employeurs d'apprentis

Les bénéficiaires du système de financement de l'apprentissage en 2018 reçoivent des contributions qui sont de différentes natures :

- Les CFA perçoivent principalement des **subventions des Conseils régionaux** et des fonds de la part des entreprises (**taxe d'apprentissage et fonds des branches**).
- Les employeurs d'apprentis bénéficient d'**exonérations de cotisations sociales** sur le salaire des apprentis, de **crédits d'impôts** et de **primes versées par l'intermédiaire des conseils régionaux**.
- Les apprentis bénéficient d'**exonérations d'impôt sur le revenu**, et perçoivent une **rémunération** au titre de leur travail.

Au total, les ressources versées aux bénéficiaires s'élèvent à 6,041 Md€ (hors rémunération des apprentis).

Figure 13 - Synthèse des montants reçus par les bénéficiaires du système de financement de l'apprentissage en 2017 et 2018 (en millions d'euros)

Bénéficiaires	2017	2018	Part 2018 (hors rémunération)	Taux d'évolution 2017-18
CFA	3 511	3 593	59%	2%
Apprentis	543	506	8%	-7%
Rémunérations perçues (apprentis)	4 283	4 524	-	6%
Employeurs d'apprentis	1 911	1 942	32%	2%
<i>dont aides reçues</i>	1 685	1 695	28%	1%
<i>dont prime d'apprentissage et aide au recrutement</i>	226	247	4%	9%
TOTAL (hors rémunération)	5 965	6 041	100%	1%
TOTAL (rémunérations incluses)	10 248	10 565	-	3%

Sources : RAP 2018 Travail et Emploi et Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

Estimation du montant des rémunérations réalisée à partir des données sur les salaires mensuels moyens produits par la DARES.

1.1 Ressources des CFA (immobilisations comprises) : augmentation + 2%¹

Nota bene : les ressources et les charges des CFA font l'objet d'une analyse plus détaillée dans la partie III du présent rapport.

Dans le système en vigueur en 2018, les ressources des CFA pour le fonctionnement, le transport, hébergement, restauration (THR) et les immobilisations s'élèvent à 3,593 milliards d'euros, soit + 2% par rapport à 2017 (figure 14).

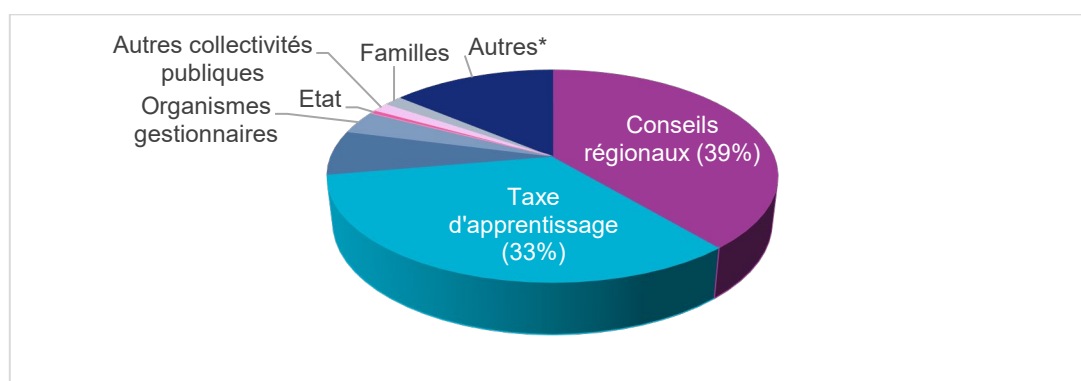
Figure 14 - Montants des ressources des CFA selon leur provenance en 2017 et 2018 (en millions d'euros, France métropolitaine)

	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Conseils régionaux	1 424	1 396	-2%
Taxe d'apprentissage	1 111	1 200	8%
Branches	254	244	-4%
Organismes gestionnaires	102	126	24%
Etat	23	21	-9%
Autres collectivités publiques	40	50	25%
Ventes et prestations	135	154	14%
Familles	56	56	0%
Recettes de contrepartie comptable	207	219	6%
Autres ressources	159	127	-20%
TOTAL - Ressources CFA	3 511	3 593	2%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

Ces ressources proviennent essentiellement des Conseils régionaux (39%) et des entreprises (33% au travers de la taxe d'apprentissage et 7% via le concours des branches) (figure 15). Ces proportions sont stables par rapport à 2017.

Figure 15 - Répartition des ressources des CFA selon leur provenance en 2018 (en %)



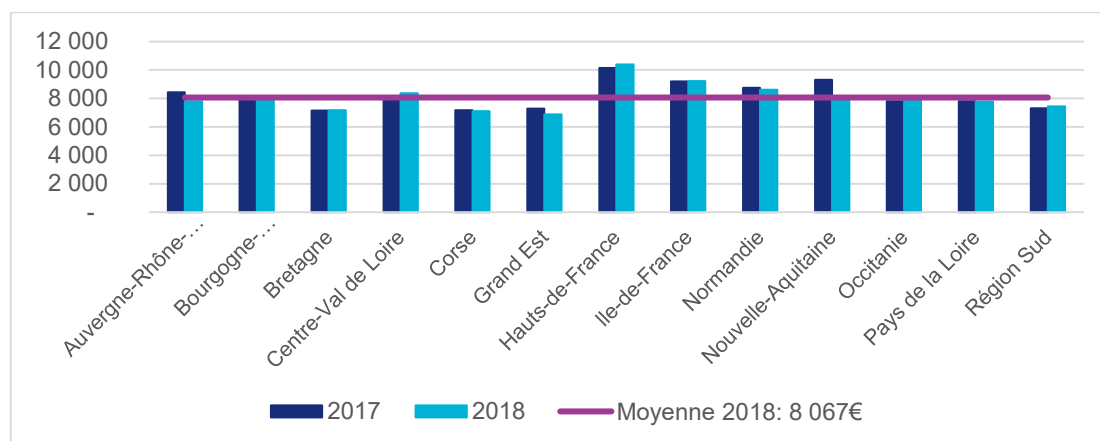
Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

* Autres: Ventes et prestations, Recettes de contrepartie, Autres ressources

¹ Annexe 2 : tableau 8, 9 et 10

Le montant moyen des ressources par apprenti s'élève à 8 067€ en 2018 pour la France métropolitaine, contre 8 178€ en 2017 (soit – 1%). Ce montant moyen diffère selon les régions, allant de 6 882€ pour les CFA de la région Grand-Est à 10 385€ dans les Hauts-de-France et 9 231€ en Ile-de-France (figure 16). A noter que pour les Hauts-de-France, ce montant moyen de ressource est exceptionnellement élevé en 2017 et 2018 en raison d'investissements très conséquents réalisés au cours de ces deux années.

Figure 16 - Ressources des CFA rapportées au nombre d'apprentis en 2017 et 2018 (en euros, France métropolitaine)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

1.2 Ressources des employeurs d'apprentis : augmentation de + 2 %

Les ressources des employeurs d'apprentis s'élèvent à 1,942 milliards d'euros et augmentent de + 2 % en 2018.

Les employeurs d'apprentis bénéficient de différents types de ressources ou exonérations au titre de l'apprentissage, en provenance de l'Etat et des régions (RAP 2018 Travail et Emploi) :

- **Prime régionale à l'apprentissage**, versée par les régions pour un montant de 176 M€, et **aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire** pour 71 M€¹ selon l'enquête annuelle auprès des régions réalisée par la DARES.
- **Crédit d'impôt sur les sociétés** (dit crédit d'impôt apprentissage), qui s'élève à 198 millions d'euros en 2018 ;
- **Aide TPE – Jeunes apprentis**, pour un montant de 188 millions d'euros en 2018. Créée par le décret n°2015-773 du 29 juin 2015, cette aide est versée aux entreprises de moins de 11 salariés, pour les embauches d'apprentis mineurs (aide d'un montant maximum de 4 400€, versée sur 1 an, soit 1 100€ par trimestre réalisé du contrat).

¹ Ces aides sont versées par l'intermédiaire des régions, qui reçoivent elles-mêmes ces montants de l'Etat.

- **Exonérations de cotisations sociales patronales** sur la rémunération versée aux apprentis, pour un montant de 1,309 milliards d'euros en 2018 ;

A noter que les employeurs d'apprentis sont considérés ici comme « bénéficiaires » du système de financement de l'apprentissage, mais ils en sont également contributeurs lorsqu'ils versent la rémunération aux apprentis.

Figure 17 – Montants des aides financières bénéficiant aux employeurs d'apprentis en 2017 et 2018 (en millions d'euros)

	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Crédit d'impôt apprentissage (employeurs)	213	198	-7%
Exonérations cotisations sociales (employeurs)	1 274	1 309	3%
Aides TPE - Jeunes apprentis	198	188	-5%
Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	226	247	9%
TOTAL	1 911	1 942	2%

Source : RAP 2018 Travail et Emploi et Jaune budgétaire de la formation professionnelle 2020

1.3 Ressources pour les apprentis et leurs familles : diminution de -7% par rapport à 2017

Les apprentis bénéficient de différents types d'aides et de ressources. Il s'agit en premier lieu des **rémunérations** perçues au titre de leur travail, que l'on peut estimer à 4,524 milliards d'euros en 2018¹. Les familles des apprentis bénéficient en outre d'une **exonération d'impôt sur le revenu** pour le salaire des jeunes. Elle s'élève à 465 millions d'euros en 2018, soit +3% de plus qu'en 2017 (RAP 2018 Travail et Emploi).

Les apprentis reçoivent également des **aides directes des Conseils régionaux**, qui peuvent être des aides directes au titre du transport, hébergement et restauration, des aides au permis de conduire, à la mobilité, etc... Elles représentent 41 millions d'euros en 2018, soit -7% par rapport à 2017. A noter que les apprentis reçoivent aussi des aides directement via les CFA (cf partie III, point 5).

Figure 18 – Ressources reçues par les apprentis en 2017 et 2018 (en millions d'euros)

	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Exonération d'impôts sur le revenu (apprentis)	450	465	3%
Aides directes des régions	44	41	-7%
Aide financière pour les jeunes apprentis	49	-	-100%
TOTAL - hors rémunérations	543	506	-7%
Rémunérations reçues (estimation)	4 283	4 524	6%
TOTAL - rémunérations incluses	4 826	5 030	4%

Sources : RAP 2018, Enquête *Comptes de l'apprentissage* et DARES

¹ Estimation réalisée à partir des données sur les effectifs et les salaires mensuels moyens, construites par la DARES.

2. Du côté des contributeurs : entreprises, Conseils régionaux, Etat

En 2018, la totalité des montants versés par les contributeurs et bénéficiant à l'apprentissage s'élève à 6,014 milliards d'euros, montant stable par rapport à 2017. La répartition de ce financement s'effectue ainsi : 1,417 Md€ provenant des entreprises (taxe d'apprentissage effectivement reçue par les CFA¹ et fonds des branches), 1,684 Md€ des Conseils régionaux, 2,181 Md€ provenant de l'Etat, et 732 M€ de la part des autres contributeurs.

Les différents contributeurs financent selon des modalités qui leur sont propres :

- Entreprises : elles versent la **taxe d'apprentissage** aux CFA, mais également des **contributions via les branches** dont elles relèvent.
- Etat : il intervient auprès des employeurs principalement sous la forme d'**exonérations de cotisations² ou d'impôts**.
- Régions : elles versent des **subventions** aux CFA, mais également des **primes aux employeurs d'apprentis** et des **aides aux apprentis**.

Figure 19 - Synthèse des montants versés par les contributeurs du système de financement de l'apprentissage en 2017 et 2018 (en millions d'euros)

	2017	2018	Part 2018	Taux d'évolution 2017-18
Entreprises assujetties	1 379	1 417	24%	3%
<i>dont part de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA</i>	1 125	1 173	20%	4%
<i>dont fonds issus des branches</i>	254	244	4%	-4%
Régions	1 733	1 684	28%	-3%
Etat	2 208	2 181	36%	-1%
Autres	698	732	12%	5%
TOTAL	6 018	6 014	100%	0%

Sources : Jaune budgétaire 2020 (sur données 2018) et Enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences.

Champ : France métropolitaine

2.1 Contributions des entreprises : la taxe d'apprentissage

Les éléments développés dans cette partie **concernent uniquement le système en vigueur en 2018**, avant la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

² Il s'agit bien ici de la taxe d'apprentissage *reçue* par les CFA. Le montant total de taxe *collectée*, c'est-à-dire versé par les entreprises, s'élève à 3,226 milliards d'euros. Il est ensuite réparti entre le quota, le hors-quota et la fraction régionale.

² Le coût de ces exonérations est ensuite compensé aux caisses de la Sécurité Sociale.

a) Fonctionnement de la taxe d'apprentissage en 2018

La taxe d'apprentissage permet aux entreprises de participer au financement de l'apprentissage et des premières formations technologiques et professionnelles. Le taux de cette taxe est de 0,68%¹ des salaires bruts versés au cours de l'année d'imposition.

Sont **assujetties** à la taxe d'apprentissage les entreprises remplissant les trois critères suivants :

- Emploi d'au moins un salarié ;
- Entreprise domiciliée ou établie en France ;
- Entreprise assujettie à l'impôt sur les sociétés (IS) ou à l'impôt sur le revenu (IR) au titre des bénéfices industriels et commerciaux.

Certaines entreprises peuvent être **redevables mais exonérées** de la TA :

- Toute entreprise employant un ou plusieurs apprentis et dont la base annuelle d'imposition n'excède pas six fois le Smic annuel ;
- Les sociétés ayant pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement ;
- Les groupements d'employeurs composés d'agriculteurs ou sociétés civiles agricoles.

Par ailleurs, certaines professions libérales (sous conditions), le secteur associatif (sous conditions) ainsi que l'Etat, les collectivités territoriales et leur établissements publics sont **non redevables** de la taxe d'apprentissage.

Dans le système en vigueur en 2018, la taxe d'apprentissage est collectée par l'intermédiaire des Octa. Elle se répartit en trois fractions comme suit :

- « **Fraction régionale pour l'apprentissage** » (51% de la taxe) : part dédiée au financement du développement de l'apprentissage. Elle est reversée aux régions par l'intermédiaire du **CAS-FNDMA**². Elle constitue en partie la ressource régionale pour le financement de l'apprentissage, complétée par une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- « **Quota** » (26% de la taxe) : part dédiée au financement des formations par apprentissage. L'entreprise employant un apprenti au 31 décembre doit verser un concours financier au CFA ou section d'apprentissage où est inscrit ce dernier. Il s'agit d'une participation au coût pédagogique de la formation via la taxe d'apprentissage, à hauteur du coût inscrit dans les listes préfectorales.

Après versement des concours financiers obligatoires, si la part du quota (26%) n'est pas atteinte, le CFA peut soit :

- . verser le reliquat aux CFA de ses apprentis ;
- . verser tout ou partie aux CFA ou SA de son choix ;
- . laisser son OCTA faire la répartition.

¹ Ce taux est fixé à 0,44% dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, compte tenu de la législation particulière s'appliquant dans ces territoires.

² CAS-FNDMA : Compte d'affectation spéciale « financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage »

- « **Hors-quota** » (23% de la taxe) : part affectée au financement des premières formations technologiques et professionnelles. A noter que sous certaines conditions, les CFA peuvent recevoir des fonds issus de la part hors-quota¹.

La « **contribution supplémentaire à l'apprentissage** » (**CSA**) peut également s'ajouter à la taxe d'apprentissage pour les entreprises de plus de 250 salariés, si elles n'atteignent pas le seuil d'alternants requis (5% de l'effectif annuel moyen de l'entreprise). Le taux de la CSA varie en fonction du nombre d'alternants atteint par l'entreprise et l'effectif de cette dernière.

Nota bene : à compter du 1^{er} janvier 2020, en application de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les modalités de financement de l'apprentissage sont modifiées. Les règles d'assujettissement des entreprises demeurent inchangées, mais la taxe d'apprentissage fait désormais partie de la contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance. La répartition des fonds est modifiée en deux fractions :

- 87% de la taxe d'apprentissage est destiné au financement de la formation en apprentissage (via France compétences et les OPCO), sur la base de niveaux de prise en charge fixés par les branches professionnelles ;
- le solde de 13% est dédié au financement par l'entreprise de formations initiales technologiques et professionnelles, hors apprentissage, et d'organismes agissant pour la promotion des formations et des métiers et pour l'insertion professionnelle.

b) Contributions des entreprises : taxe d'apprentissage collectée en 2018

Pour observer le circuit de la taxe d'apprentissage en 2018, il convient de faire la différence entre le montant de taxe collectée, le montant réparti et le montant reçu *in fine* par les CFA. Ce montant reçu sera détaillé dans les points 2.2 et 2.3 sur les contributions des entreprises et des régions, montants que l'on peut reconstituer via les comptes des CFA disponibles via l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*.

Les données concernant la campagne de collecte 2018 sont basées sur les versements des entreprises assujetties en 2018, c'est-à-dire sur la base des salaires payés en 2017. Selon le Jaune budgétaire de la formation professionnelle, en 2018 le montant total de la taxe d'apprentissage collectée s'élève à 3,226 milliards d'euros, soit + 4% de plus par rapport à 2017 (figure 20). Le montant de la CSA s'établit à 257 M€ (-2%).

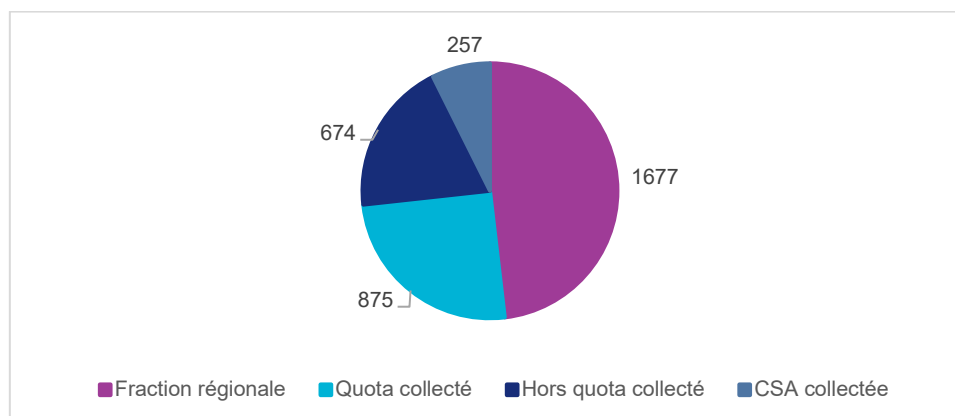
¹ Les CFA peuvent recevoir des fonds issus de la part hors-quota dans deux cas : soit en complément de la part quota perçue, par affectation de l'entreprise employeur, soit lorsque l'organisme gestionnaire a des activités de premières formations technologiques professionnelles.

Figure 20 – Montants de la taxe d'apprentissage collectée et CSA en 2017 et 2018 (en millions d'euros)

	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Taxe d'apprentissage collectée	3 098	3 226	4%
<i>dont fraction régionale</i>	1 612	1 677	4%
<i>dont quota collecté</i>	840	875	4%
<i>dont hors quota collecté</i>	646	674	4%
CSA collectée	262	257	-2%
TOTAL	3 360	3 483	4%

Sources : Jaunes budgétaires de la formation professionnelle 2019 et 2020

Figure 21 – Répartition de la taxe d'apprentissage collectée et CSA en 2018 (en millions d'euros)



Source : Jaunes budgétaires de la formation professionnelle 2020

c) Taxe d'apprentissage répartie et ressource disponible pour l'apprentissage

- Répartition du quota et du hors-quota

Après déduction des frais de collecte et de gestion tels que prévus par la loi (art. R. 6242-15 du Code du Travail), le montant de la taxe d'apprentissage répartie pour le quota et le hors quota s'élève à **1 517 M€**.

Figure 22 - Montants collectés et répartis en 2018 au titre du Quota et du Hors-quota (en millions d'euros)

	Montant collecté	Montant réparti
Quota	875	855
Hors-quota	674	661
TOTAL	1 549	1 517

Source : Jaune budgétaire de la formation professionnelle 2020

- Ressource régionale pour l'apprentissage

La ressource régionale pour l'apprentissage s'élève à 1 844 M€ en 2018, soit + 3% par rapport à 2017¹, et se compose de la manière suivante :

- D'une **part fixe**, répartie entre une part des crédits du CAS FNDMA (versée via le programme 787²) et une fraction de la TICPE. Leur répartition varie chaque année mais leur somme est toujours égale au montant fixé à l'article L. 6241-2 du code du Travail, soit 1 544 M€. En 2018, selon le Jaune budgétaire de la formation professionnelle 2020, la répartition s'est effectuée comme suit :

- . 1 390 M€ au titre du programme 787 ;
- . 154 M€ au titre de la TICPE.

- D'une **part dynamique**, qui finance la péréquation entre les régions (versée via le programme 790³). En 2018, elle s'élève à 300 M€ selon le RAP 2018. Cette part variable est déterminée pour chaque région selon des critères prenant en compte :

- . les disparités régionales dans le versement de la taxe d'apprentissage ;
- . l'évolution des effectifs régionaux d'apprentis inscrits dans les CFA et les sections d'apprentissage, ainsi que leur répartition dans les formations conduisant aux premiers niveaux de qualification (niveaux IV et V) et celles de niveau supérieur (niveaux IV et supérieurs).

- Synthèse de la ressource disponible pour l'apprentissage en 2018

Au total, le montant réparti s'élève à **3 617 M€** en 2018 (hors TICPE), soit + 3 % par rapport à 2017.

Figure 23 - Tableau de synthèse de la taxe d'apprentissage répartie et CSA en 2017 et 2018 (en millions d'euros)

	2017	2018	Part 2018	Taux d'évolution 2017-18
QUOTA (hors FNDMA)	824	855	24%	4%
<i>dont montant issu des concours financiers obligatoires</i>	420	450	12%	7%
HORS QUOTA	632	661	18%	5%
CAS FNDMA	1 635	1 690	47%	3%
TICPE	150	154	4%	3%
Contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA)	262	257	7%	-2%
TOTAL	3 502	3 617	100%	3%

Sources : Jaunes budgétaires de la formation professionnelle 2019 et 2020

2.2 Contributions des entreprises via les branches professionnelles : diminution de -4%⁴

¹ En 2016, la ressource régionale pour l'apprentissage s'élevait à 1 785 M€ : 1 544 M€ pour la part fixe et 241 M€ pour la part dynamique (RAP 2017).

² Programme 787 : « Répartition régionale de la ressource régionale consacrée au développement de l'apprentissage »

³ Programme 790 : « Correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage »

⁴ Annexe 2 : tableau 12

Outre le versement de la taxe, les entreprises contribuent également au fonctionnement de l'apprentissage via les fonds des branches professionnelles, qui s'élèvent à 244 millions d'euros en 2018 selon l'enquête *Comptes de l'apprentissage* réalisée par France compétences auprès des Conseils régionaux. En effet, les branches professionnelles ont la possibilité de prévoir, par voie conventionnelle et selon des pourcentages qu'elles déterminent, l'affectation de fonds mutualisés au financement de l'apprentissage. Ainsi les entreprises versent également aux CFA, par l'intermédiaire des OPCA, des sommes issues des fonds mutualisés de la professionnalisation. S'ajoutent à cela des taxes fiscales collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT) ainsi que la cotisation professionnelle, du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP).

Figure 24 - Contributions des entreprises via les fonds des branches professionnelles en 2018 (en millions d'euros)

	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Fonds mutualisés de la professionnalisation	184	170	-8%
Taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)	70	74	6%
TOTAL	254	244	-4%

Source : enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

2.3 Contributions des Conseils régionaux : diminution de 3 %

Selon le Jaune budgétaire de la formation professionnelle, les dépenses des régions en faveur de l'apprentissage s'élèvent à **1,684 Md€** en 2018 pour la France métropolitaine, soit – 3% par rapport à 2017. Dans le système en vigueur en 2018, les Conseils régionaux contribuent de plusieurs manières au financement de l'apprentissage :

- Par l'intermédiaire de **subventions aux CFA**, dont on peut retracer un montant de 1,396 milliards d'euros à travers les comptes des CFA (1,162Md € pour le fonctionnement, 177 M€ pour l'investissement et 57 M€ pour le THR¹, selon les résultats de l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*). A noter que les comptes des CFA ne retracent que partiellement les investissements, car la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (sociétés civiles immobilières, foyers de jeunes travailleurs...).
- Par des **aides directes** aux apprentis, d'un montant de 41 millions d'euros, dont 30 millions d'euros pour le THR selon l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2018* (France compétences). Cela recouvre les aides pour la mobilité européenne, au premier équipement des jeunes, l'aide au permis de conduire... (cf annexes, tableau 29).
- Par le versement de la **prime régionale à l'apprentissage** aux employeurs d'apprentis pour 176 millions d'euros, et de **l'aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire**, pour 71 millions d'euros selon l'enquête annuelle auprès des régions effectuée par la DARES.

¹ THR : Transport, hébergement, restauration

Figure 25 - Contributions des Conseils régionaux en 2017 et en 2018 (en millions d'euros, France métropolitaine)

	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Prime apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	226	247	9%
Aides directes des régions aux apprentis ou leur famille (THR, mobilité, équipement...)	44	41	-7%
Ressources des CFA provenant des régions selon les comptes des CFA	1 424	1 396	-2%
<i>Au titre du fonctionnement</i>	1 153	1 162	1%
<i>Au titre du THR</i>	57	57	0%
<i>Au titre de l'investissement</i>	214	177	-17%
Autres dépenses des régions pour l'apprentissage	39	-	-
TOTAL	1 733	1 684	-3%

Sources : enquête Comptes de l'apprentissage 2018 (France compétences) et enquête annuelle auprès des régions 2018 (DARES)

2.4 Contributions de l'Etat : augmentation de + 7%

En 2018, l'Etat contribue au financement de l'apprentissage pour un montant de 2,181 milliards d'euros, et ce à travers différentes dépenses sociales et fiscales :

- Exonérations de cotisations sociales des apprentis et de leurs employeurs (1,309 Md€)¹ ;
- Crédit d'impôt en faveur des employeurs (198 M€) ;
- Exonération d'impôt sur le revenu des apprentis (465 M€) ;
- Aide « TPE Jeunes Apprentis », aide forfaitaire créée en 2015 pour les entreprises de moins de 11 salariés recrutant en contrat d'apprentissage une jeune de moins de 18 ans (188 M€) ;
- Autres dépenses pour l'offre de formation, remontées via l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2017* (21M€).

Figure 26 - Synthèse des aides et contributions de l'Etat au financement de l'apprentissage en 2017 et 2018 (en millions d'euros)

	2017	2018	Taux d'évolution 2017/2018
Exonérations cotisations sociales (employeurs)	1 274	1 309	3%
Crédit d'impôt apprentissage (employeurs)	213	198	-7%
Exonération d'impôts sur le revenu (apprentis)	450	465	3%
Aides TPE - Jeunes apprentis	198	188	-5%
Aide financière pour les jeunes apprentis	49	-	-100%
Autres aides versées aux CFA	24	21	-13%
TOTAL	2 208	2 181	-1%

Sources : RAP 2018 Travail et Emploi et Enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

A noter que l'Etat verse également un montant de 326 millions d'euros aux Conseils régionaux, au titre de la prime à l'apprentissage aux employeurs d'apprentis de moins de onze salariés et des aides

¹ Le coût que représentent ces exonérations est ensuite compensé à la Sécurité sociale.

au recrutement d'un apprenti supplémentaire. Ces aides sont ensuite versées par les Conseils régionaux aux employeurs d'apprentis.

2.5 Autres contributions

Les **organismes gestionnaires** des centres de formation participent à hauteur de 126 millions d'euros, soit 4% des ressources totales des CFA. Ce montant progresse de +24% par rapport à 2017. A noter que leurs apports ne sont pas entièrement retracés dans le cadre de l'enquête *Comptes de l'apprentissage*, puisqu'il conviendrait d'y ajouter les investissements ou les mises à dispositions du personnel administratif, totales ou partielles.

La contribution des **apprentis et de leurs familles** s'élève à 56 millions d'euros en 2018, soit un montant stable par rapport à 2017. Elle est concentrée sur la participation au transport, à l'hébergement et à la restauration des apprentis et représente 2% des ressources totales des CFA.

Les autres contributions au financement de l'apprentissage proviennent de la vente de produits fabriqués (154M€), d'autres collectivités (50M€), de mouvements comptables et financiers (219M€) ou autres ressources (127M€).

4. Synthèse globale du financement de l'apprentissage en 2018

Montants reçus par les bénéficiaires	2017	2018	Taux d'évolution 2017/2018
CFA	3 511	3 593	2%
Régions	1 424	1 396	-2%
Entreprises (TA)	1 111	1 200	8%
Branches	254	244	-4%
Organismes gestionnaires	102	126	24%
Familles	55	56	2%
Etat	24	21	-13%
Autres	541	550	2%
Apprentis (hors rémunérations)	543	506	-7%
Exonération d'impôts sur le revenu (apprentis)	450	465	3%
Aides directes des régions	44	41	-7%
Aide financière pour les jeunes apprentis	49	-	-
Employeurs d'apprentis	1 911	1 942	2%
Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	226	247	9%
Crédit d'impôt apprentissage (employeurs)	213	198	-7%
Exonérations cotisations sociales (employeurs)	1 274	1 309	3%
Aides TPE	198	188	-5%
TOTAL (hors rémunérations)	5 965	6 041	1%

Rémunérations perçues par les apprentis	4 283	4 524	6%
--	--------------	--------------	-----------

Montants versés par les contributeurs	2017	2018	Taux d'évolution 2017/2018
Entreprises assujetties	1 379	1 417	3%
Part de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA	1 125	1 173	4%
Branches	254	244	-4%
Régions	1 733	1 684	-3%
Subventions versées aux CFA	1 424	1 396	-2%
Aides directes aux apprentis	44	41	-7%
Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	226	247	9%
Autres	39	-	-100%
Etat	2 208	2 181	-1%
Exonérations cotisations sociales (employeurs)	1 274	1 309	3%
Crédit d'impôt apprentissage (employeurs)	213	198	-7%
Exonération d'impôts sur le revenu (apprentis)	450	465	3%
Aides TPE - Jeunes apprentis	198	188	-5%
Aide financière pour les jeunes apprentis	49	-	-
Autres aides versées aux CFA	24	21	-13%
Organismes gestionnaires	102	126	24%
Familles	55	56	2%
Autres contributions aux ressources des CFA	541	550	2%
TOTAL	6 018	6 014	0%

Employeurs d'apprentis (rémunérations versées)	4 283	4 524	6%
---	--------------	--------------	-----------

Sources : Jaune budgétaire 2020, enquête *Comptes de l'apprentissage 2018* (France compétences)

PARTIE III : LE FINANCEMENT DE L'OFFRE DE FORMATION (CFA) ET LES AIDES AUX APPRENTIS

Les données exploitées dans cette partie sont issues des Conseils régionaux, qui agrègent les comptes financiers des organismes de formation (CFA et sections d'apprentissage). Ces données sont récoltées depuis 2007. Elles ont été recueillies et exploitées par le CNFPTLV, par le CNEFOP à partir de 2015, et désormais par France compétences (depuis 2019).

La compilation de cette enquête constitue une base de données utilisable par les acteurs de la formation professionnelle, universitaires, chercheurs et décideurs. Elle est consultable sur le site de France compétences.

Les données financières concernant les quelques CFA à recrutement national ne sont pas prises en compte dans cette étude : en revanche, les effectifs de leurs apprentis sont classés parmi les effectifs des régions dans lesquels ces CFA sont situés. Cela ne fausse pas les résultats compte tenu du faible nombre d'apprentis dans les CFA nationaux. **A noter que pour l'enquête 2018, les données sur les CFA de Corse sont des données estimées, puisqu'aucune n'a pu être récoltée au titre de cet exercice.** Les estimations ont été réalisées sur la base de l'évolution des effectifs d'apprentis en 2018 et des données moyennes par apprenti observées en 2017.

1. Caractéristiques des établissements de formation

1.1 Organismes gestionnaires (publics, parapublics, privés)

Dans le système en vigueur en 2018, le support juridique nécessaire à la création d'un CFA est l'organisme gestionnaire. Ce dernier doit ensuite conclure une convention avec le Conseil régional afin de créer le CFA, convention valide pour une durée de 5 ans.

La notion de section d'apprentissage (SA) est utilisée lorsque la formation est réalisée dans un établissement d'enseignement public, ou privé sous contrat, ou dans un établissement de formation et de recherche relevant de tout autre ministère que l'Education nationale. La SA est créée par convention entre l'établissement de formation, l'organisme gestionnaire et le président du Conseil régional. Elle correspond à la mise en place d'une seule et unique formation, tandis qu'un CFA en met en place plusieurs.

L'organisme gestionnaire peut être de différentes natures :

- Organisme privé (associations, entreprises, branches)

- Organisme parapublic (chambres consulaires). A noter que ces dernières sont parfois organisées en association, elles sont alors classées parmi les organismes privés.

- Organisme public (établissements publics locaux d'enseignement, collectivités territoriales).

Au 31 décembre 2018, selon l'enquête SIFA, les organismes privés accueillent plus de la moitié des apprentis (56% contre 55% en 2017). Le quart des jeunes est scolarisé dans des organismes

parapublics (25% d'entre eux), et 19% dans des organismes publics. Cette répartition est stable par rapport à 2017.

Figure 27 - Répartition des apprentis par nature d'organisme gestionnaire, niveau de formation et nombre d'établissements au 31/12/2018

	Secondaire	Supérieur	Total	Nombre d'établissements
Organisme privé	120 017	109 098	229 115	502
Association	95 042	62 349	157 391	366
Organisation professionnelle, entreprise ou groupement d'entreprise	24 975	46 749	71 724	136
Chambres	84 732	26 710	111 442	143
Chambre d'agriculture	847	141	988	3
Chambre de commerce et d'industrie	20 141	23 089	43 230	69
Chambre des métiers	63 744	3 480	67 224	71
Établissements d'enseignement	38 931	31 964	70 895	240
EPLEFPA (1)	17 676	7 513	25 189	93
Établissement de formation ou recherche	3 081	12 798	15 879	43
Établissement public local d'enseignement	13 059	8 216	21 275	74
Établissement scolaire privé sous contrat	5 115	3 437	8 552	30
Autres	24 647	12 028	36 675	51
Association mixte consulaire	9 593	2 606	12 199	13
CFA résultant d'une convention nationale	260	27	287	3
Collectivités locales et territoriales	5 488	384	5 872	16
Groupement d'intérêt public	9 306	9 011	18 317	19
Total	268 327	179 800	448 127	936

Source : *Repères et références statistiques 2020*, Ministère de l'Éducation nationale (DEPP)

1.2 Evolution du nombre de CFA et de sites de formation

Comme observé au cours des années précédentes, l'apprentissage continue de se développer sur le territoire national à travers la création de nouveaux sites de formation, et non via la création de nouveaux CFA. En effet, le nombre de conventions¹ entre régions et CFA continue de baisser (-3% entre 2017 et 2018), tandis que le nombre de sites de formation poursuit sa croissance (+ 5% par rapport à 2017).

¹ Le « nombre de conventions » est obtenu via l'enquête *Comptes de l'apprentissage*, réalisée par France compétences. Il diffère du « nombre d'établissements » mentionné au point 1.1, issu des données produites par la DEPP, car il concerne uniquement la France métropolitaine.

Figure 28 - Nombre de conventions portant création d'un CFA et de sites de formation entre 2016 et 2018 (France métropolitaine)

	2016		2017		2018		Evolution nb de conventions 2017 -18	Evolution nb de sites 2017 -18
	Nb de conventions	Nb de sites	Nb de conventions	Nb de sites	Nb de conventions	Nb de sites		
Auvergne-Rhône-Alpes	83	428	84	630	83	684	-1%	9%
Bourgogne-Franche-Comté	53	236	52	226	52	235	0%	4%
Bretagne	39	155	38	147	38	159	0%	8%
Centre-Val de Loire	40	126	39	133	40	153	3%	15%
Corse	8	nd	8	10	9	11	13%	10%
Grand Est	106	328	103	415	98	415	-5%	0%
Hauts-de-France	52	377	51	363	49	373	-4%	3%
Île-de-France	131	547	131	579	131	593	0%	2%
Normandie	67	150	67	155	59	165	-12%	6%
Nouvelle-Aquitaine	115	375	111	406	102	448	-8%	10%
Occitanie	103	362	98	370	97	358	-1%	-3%
Pays de la Loire	53	216	54	246	53	269	-2%	9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	66	291	60	265	58	281	-3%	6%
TOTAL	916	3 591	896	3 945	869	4 144	-3%	5%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

Cette évolution contribue à l'amélioration de l'accès à l'apprentissage sur le territoire et peut s'expliquer par les politiques d'aménagement du territoire des Conseils régionaux ainsi que par le développement de CFA « hors les murs ». Ces CFA délèguent la réalisation des actions de formation à des structures externes (établissements éducatifs, autres CFA, organismes de formations ou entreprises). Les apprentis sont alors répartis dans des unités de formation par apprentissage (UFA). Créée par convention entre le CFA et la structure¹, cette dernière est chargée de la direction pédagogique des enseignements tandis que le CFA garde la responsabilité administrative et financière des formations.

En moyenne en 2018, un CFA dispose de 4,8 sites de formation (4,4 en 2017)². Cette moyenne varie fortement selon les régions : par exemple, un CFA dispose en moyenne de 8 sites de formation dans les régions Hauts-de-France ou Auvergne-Rhône-Alpes, contre 3 pour les CFA de la Normandie.

2. Charges des CFA

L'enquête *Comptes de l'apprentissage* permet d'agrèger l'ensemble des données comptables des CFA, données remontées par l'intermédiaire des Conseils régionaux. Pour l'année 2018, les montants des charges et ressources des CFA sont à l'équilibre et s'élèvent à 3 201 millions d'euros chacun (figure 29). Du côté des immobilisations, les CFA ont investi 416 millions d'euros au cours de cette même année. L'investissement des CFA fera l'objet d'un point spécifique en partie III - 4.

¹ Une UFA peut être créée dans un établissement d'enseignement public ou privé sous contrat ou dans un établissement de formation et de recherche. Une convention est alors conclue avec un CFA.

² Chaque UFA compte comme un site de formation unique (même si elle est UFA de plusieurs CFA). Ainsi, le nombre de sites correspond à un recensement « physique » et non « juridique ».

Figure 29 - Charges et ressources des CFA de France métropolitaine en 2018 (en millions d'euros)

CHARGES		RESSOURCES	
Fonctionnement	3 056	Fonctionnement	3 068
THR	145	THR	133
TOTAL - Charges	3 201	TOTAL - Ressources	3 201
Charges d'investissement (immobilisations 2018)		Ressources d'investissement	
	416		392

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

2.1 Répartition et évolution des charges des CFA en 2018 : + 5%¹

En 2018, les charges des CFA s'élèvent à 3,201 milliards d'euros pour la France métropolitaine, soit une évolution de + 5% par rapport à 2017 (figure 30).

Figure 30 – Evolution des charges des CFA selon le type de poste entre 2016 et 2018 (en millions d'euros)

	2016	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Charges de fonctionnement	2 787	2 895	3 056	6%
..Charges d'exploitation	2 748	2 868	3 031	6%
<i>dont charges de personnel</i>	1 741	1 731	1 864	8%
<i>dont dotations aux amortissements</i>	181	189	203	7%
<i>dont autres charges d'exploitation</i>	826	948	964	
..Charges hors exploitation	39	27	25	-7%
Charges THR	148	148	145	-2%
TOTAL	2 935	3 043	3 201	5%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

Selon les données issues de l'enquête *Comptes de l'apprentissage*, en moyenne les charges des CFA se répartissent de la manière suivante en 2018 (stable par rapport à 2017) :

- 58% pour les charges de personnel
- 30% pour les « autres charges d'exploitation »
- 6% pour les dotations aux amortissements et aux provisions
- 5% pour les charges de transport, hébergement, restauration
- 1% pour les charges « hors exploitation » (charges financières, exceptionnelles et autres charges hors exploitation).

Les dépenses de personnel représentent ainsi plus de la moitié de la totalité des charges des CFA (58%). En 2018, deux tiers de ces dépenses de personnel sont consacrés aux salaires des formateurs (66%), le reste étant affecté aux autres personnels (figure 31).

¹ Annexe 2 : tableaux 26, 27 et 28

Figure 31 - Répartition des charges de personnel selon leur nature (en millions d'euros)

	2016	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Charges de personnel relatives aux formateurs	1 142	1 155	1 226	6%
Charges de personnel relatives aux autres personnels	599	576	638	11%
TOTAL - Charges de personnel	1 741	1 731	1 864	8%
<i>Part des charges relatives aux formateurs (en % du total des charges de personnel)</i>	66%	67%	66%	-1%

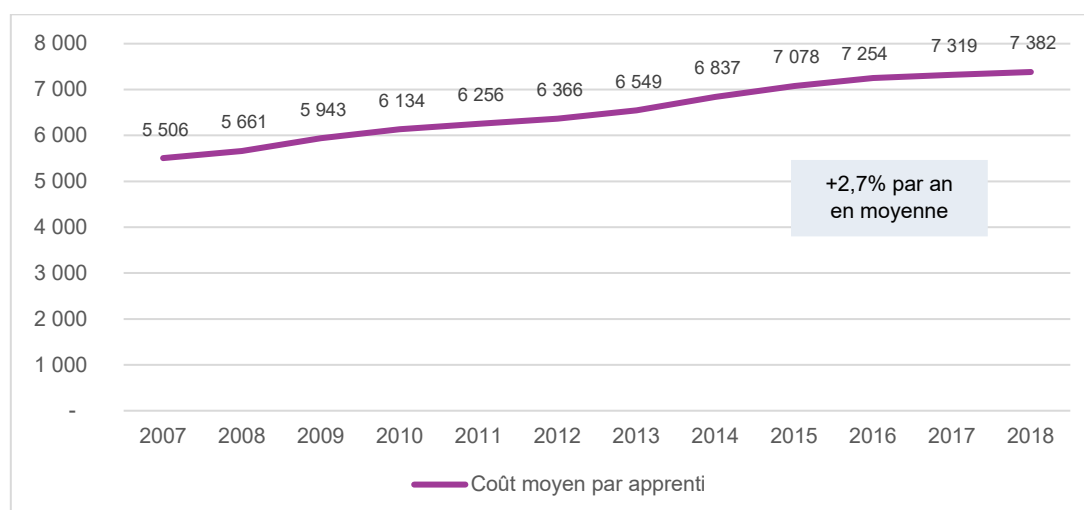
Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

2.2 Composition et évolution du coût moyen par apprenti : + 1 % par rapport à 2017

Les données issues de l'enquête *Comptes de l'apprentissage*, disponibles depuis 2007, permettent d'observer l'évolution du montant moyen de charges supporté par les CFA par jeune. Ce montant est calculé en rapportant les charges des CFA (fonctionnement et THR) au nombre d'apprentis recensés pour l'année considérée. Le montant moyen de charges par jeune permet ainsi de se rapprocher de la notion de « coût par apprenti ».

Sur la période 2007-2018, le montant moyen de charges par apprenti a continuellement augmenté. Il progresse en moyenne de + 2,7% chaque année sur la période (taux de croissance annuel moyen). Le montant moyen observé en 2018 est supérieur de + 34% à celui de 2007. A titre de comparaison, l'indice Syntec, qui mesure l'évolution des coûts salariaux en France, a augmenté de + 22,8% sur la même période. En ce qui concerne l'année 2018, le « coût moyen par apprenti » s'élève à 7 382 euros, soit une augmentation +1% par rapport à 2017 (figure 32).

Figure 32 - Evolution du montant de charges moyennes des CFA, par jeune (fonctionnement et THR, en euros)



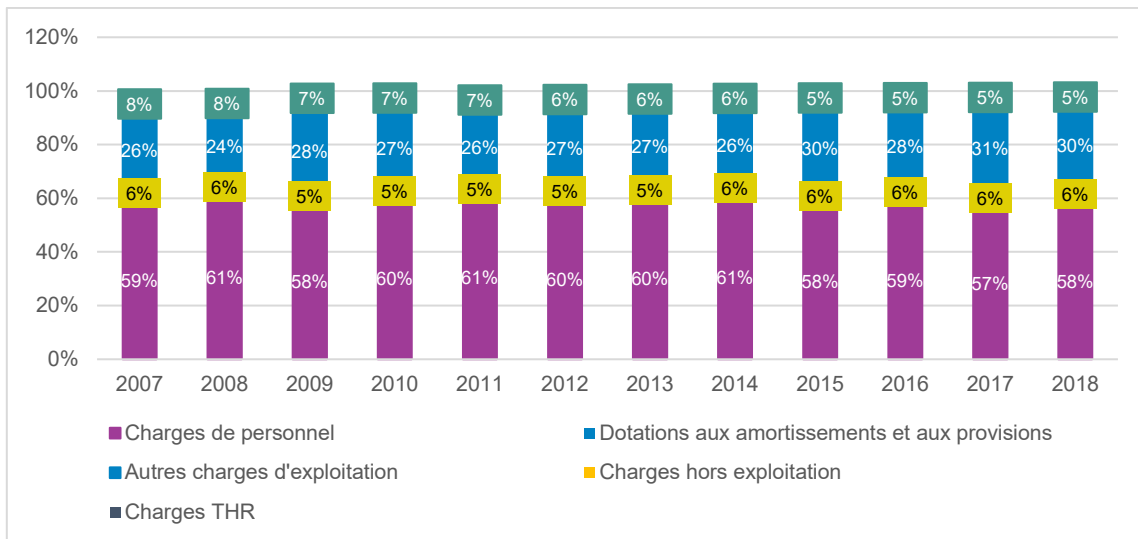
Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

On peut observer que la structure du « coût par apprenti » est relativement stable sur la période 2007-2018 (figure 33). On constate en moyenne que :

- 59% du coût par apprenti est dédié aux charges de personnel (39% pour les charges relatives aux formateurs, 20% pour les autres personnels)

- 28% couvre les « autres charges d'exploitation »
- 6% est dédié aux dotations aux amortissements et aux provisions
- 6% aux charges de transport, hébergement et restauration
- 1% aux charges « hors exploitation »

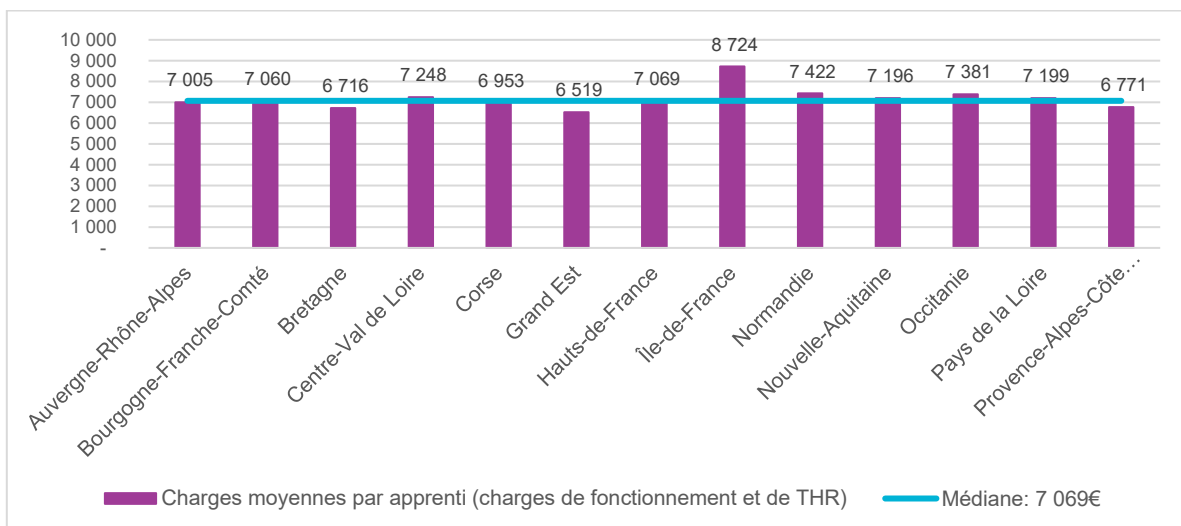
Figure 33 - Composition du "coût par apprenti" entre 2007 et 2018 (en %, France métropolitaine)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

Le montant moyen de charges observé par apprenti est variable en fonction de la région d'implantation du CFA. En 2018, le coût médian par apprenti s'élève à 7 069€ pour les CFA de la France métropolitaine (i.e. dans la moitié des régions, on observe un coût moyen par apprenti supérieur à 7 069€). Le coût moyen par apprenti varie entre 6 519 € pour les CFA de la région Grand Est et 8 724 € pour les CFA franciliens (figure 34).

Figure 34 - Montant du « coût moyen par apprenti » selon les régions en 2018 (en euros, France métropolitaine)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

3. Ressources des CFA : augmentation de + 4%¹

3.1 Répartition et évolution des ressources des CFA

En 2018, les ressources des CFA s'élèvent à 3,201 milliards d'euros, soit une augmentation de + 4% par rapport à 2017. Elles se répartissent à 96% pour le fonctionnement, et à 4% pour le transport, hébergement et restauration (répartition stable par rapport à 2017).

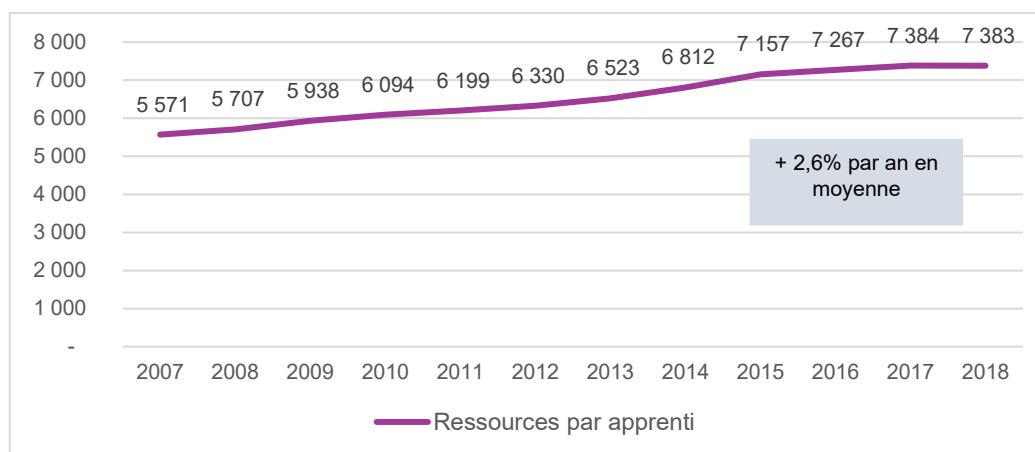
Figure 35 - Montant des ressources des CFA entre 2016 et 2018 (France métropolitaine, en millions d'euros)

	2016	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Fonctionnement	2 806	2 936	3 068	4%
THR	134	133	133	0%
TOTAL	2 940	3 069	3 201	4%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

Sur la période 2007-2018, le montant moyen de ressources disponible par apprenti a augmenté de manière parallèle au coût moyen par apprenti. Le fait que les ressources suivent les charges est cohérent avec le système de **subvention d'équilibre** qui était alors en vigueur. En moyenne, le montant de ressources par apprenti a progressé de + 2,6% chaque année sur la période (taux de croissance annuel moyen). Le montant moyen observé en 2018 est supérieur de + 33% à celui de 2007. En ce qui concerne l'année 2018, les ressources disponibles par apprenti s'élèvent à 7 383 euros, montant stable par rapport à 2017 (figure 36).

Figure 36 - Montant des ressources par apprenti (fonctionnement et THR ; en euros, France métropolitaine)

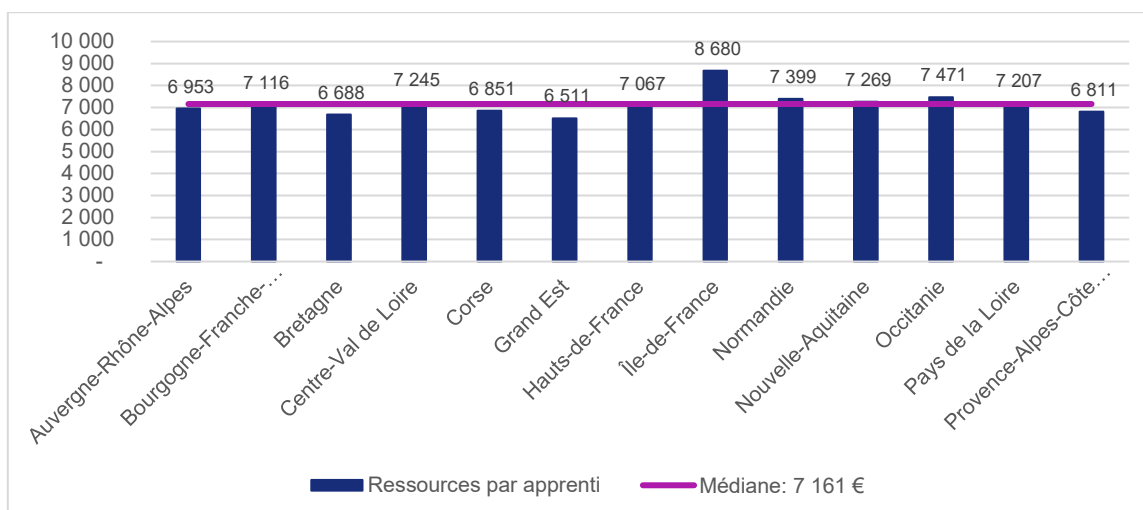


Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

L'observation des ressources disponibles par jeune selon les régions met en avant les mêmes disparités territoriales que pour l'analyse des charges par apprenti. En 2018, les CFA franciliens disposent en moyenne de 8 680 € de ressources par jeune, contre 6 511 € pour les CFA de la région Grand Est. Pour cette même année, le montant médian de ressources disponibles s'élève à 7 161 € (figure 37).

¹ Annexe 2, tableaux 8 à 23

Figure 37 - Montant des ressources par apprenti et par région en 2018 (en euros, France métropolitaine)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

3.2 Ressources des CFA selon leur provenance

Les grandes tendances qui se dégagent pour l'année 2018 sont les suivantes :

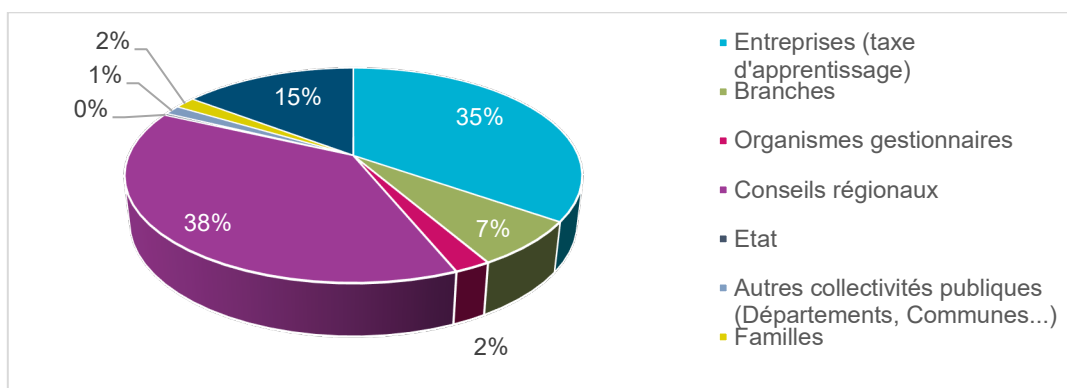
- Les ressources des CFA proviennent principalement des **Conseils régionaux** (38% des ressources). Le montant des contributions des régions augmente de +1% par rapport à 2017.
- Les **entreprises** sont les deuxièmes financeurs principaux des CFA et sont à l'origine de 35% de leurs ressources via la taxe d'apprentissage, et 7% via les fonds des branches. Les contributions des entreprises augmentent de +8 % en 2017.
- La participation des **organismes gestionnaires** représente 2% des ressources des CFA et diminue de -3% par rapport à 2017.
- Les **familles** des apprentis apportent 2% des ressources aux CFA, principalement pour le THR. Leur contribution est stable par rapport à 2017.

Figure 38 - Origine et évolution des ressources des CFA en 2017 et 2018 (en millions d'euros)

	2017	2018	Taux d'évolution 2017-2018
Entreprises (taxe d'apprentissage)	1 009	1 111	10%
Branches	227	222	-2%
Organismes gestionnaires	72	70	-3%
Conseils régionaux	1 209	1 219	1%
Etat	10	9	-10%
Autres collectivités publiques (Départements, Communes...)	37	44	19%
Familles	56	56	0%
Autres *	449	470	5%
Total	3 069	3 201	4%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

Figure 39 - Origine des ressources des CFA en 2018 (en %)



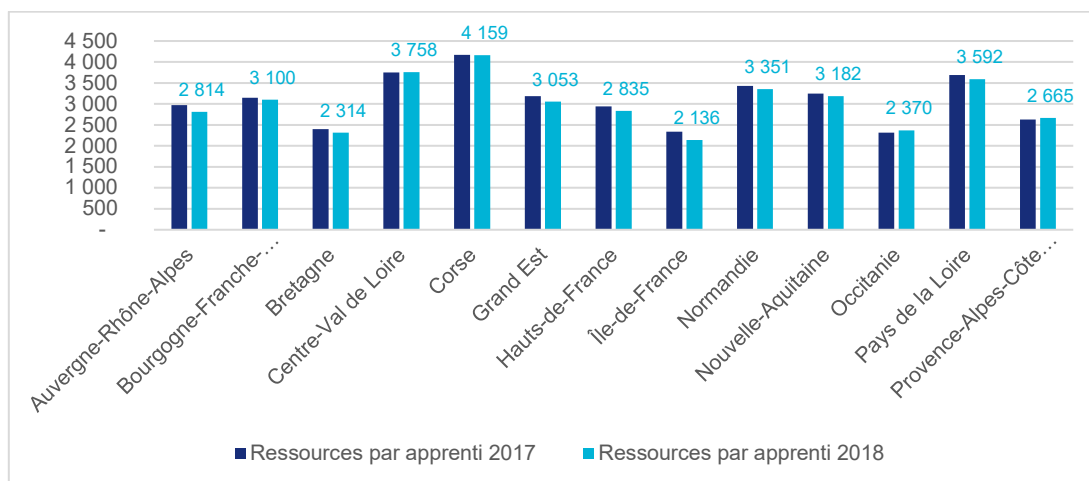
* Autres: Ventes et prestations, Recettes de contrepartie, Autres ressources
 Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

a) Ressources provenant des Conseils régionaux¹

En 2018, les Conseils régionaux sont les premiers financeurs des CFA et sont à l'origine de 38% de leurs ressources pour un montant de 1,219 milliard d'euros. La participation des régions au financement des CFA est stable par rapport à 2017 (+1% par rapport à 2017). La majeure partie de ces ressources est affectée par les CFA au fonctionnement (95%), et le reste pour le THR.

En rapportant le montant des contributions des Conseils régionaux au nombre d'apprentis, on observe un montant médian de 2 944 euros par jeune, soit -3,7% par rapport à l'année précédente (3 057 euros en 2017). Cette diminution du montant par jeune est logique au regard de l'augmentation des effectifs d'apprentis. Les montants moyens observés sont variables selon les territoires (figure 40).

Figure 40 - Contribution des régions aux ressources des CFA, par apprenti (en euros, France métropolitaine)



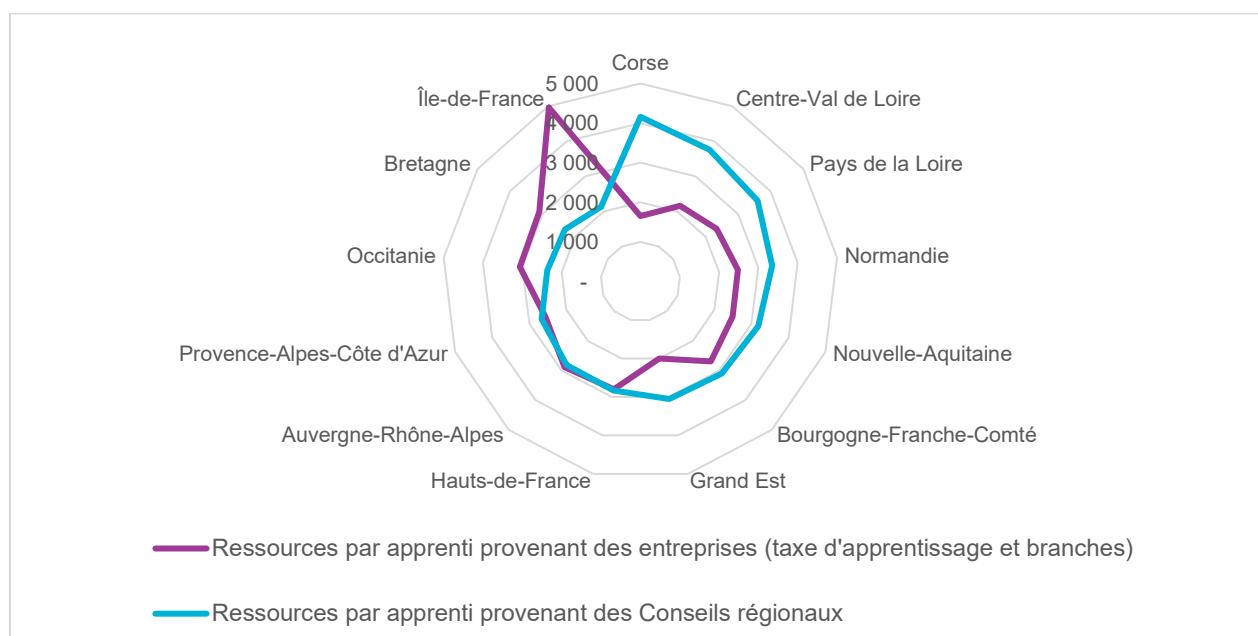
Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

¹ Annexe 2 : tableau 14

Dans le système en vigueur en 2018, les régions versent des subventions aux CFA selon le principe d'équilibre budgétaire, en complément des ressources financières réellement perçues par les CFA. Ainsi, les contributions des Conseils régionaux ont tendance à être d'autant plus fortes que les contributions des entreprises sont faibles, et réciproquement.

Les situations sont très différentes selon les régions. En Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne et Occitanie, les fonds apportés par les entreprises aux CFA, par apprenti, sont en moyenne plus importants que ceux des Conseils régionaux (figure 41). La région francilienne se démarque par une participation particulièrement importante des entreprises (4 961€ par apprenti contre 2 518 € en moyenne pour les autres régions), qui peut s'expliquer par le dynamisme économique spécifique du territoire.

Figure 41 - Ressources issues des entreprises et des Conseils régionaux, par apprenti (en euros, France métropolitaine)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

b) Ressources provenant des entreprises¹

Les entreprises sont les seconds principaux financeurs des CFA et le montant de leurs contributions s'élève à 1,333 milliards d'euros. Elles s'opèrent s'opèrent via :

- la taxe d'apprentissage, pour 1,111 milliards d'euros (35% des ressources totales des CFA) ;
- les fonds issus des branches, pour 222 millions d'euros (7 % des ressources).

(1) Taxe d'apprentissage reçue et consommée

Il convient de distinguer la taxe d'apprentissage *reçue* par les CFA et le montant de taxe *consommé* par les CFA. Le différentiel constitue ce qu'on appelle le reliquat de taxe, qui est reporté l'année suivante.

¹ Annexe 2 : tableaux 12, 24 et 25

- Taxe d'apprentissage reçue par les CFA

En 2018, les CFA ont reçu un montant de 1,173 Md€ selon l'enquête *Comptes de l'apprentissage* (figure 42). Ce montant est en progression par rapport à 2017 (+ 4%), mais le montant moyen de taxe reçue rapporté au nombre d'apprentis reste stable (+0%).

Figure 42 - Montants reçus par les CFA et moyenne par apprenti, selon l'enquête *Comptes de l'apprentissage* (France métropolitaine)

	2015	2016	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Taxe d'apprentissage reçue (en millions d'euros)	1 062	1 124	1 125	1 173	4%
Taxe d'apprentissage reçue rapportée au nombre d'apprentis (en euros)	2 637	2 779	2 706	2 705	0%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

- Taxe d'apprentissage consommée par les CFA

En 2018, le montant de la taxe consommée par les CFA au titre du fonctionnement et du transport, hébergement et restauration s'élève à 1,111 Md€ selon l'enquête *Comptes de l'apprentissage*, soit +10% par rapport à 2017. Un montant de 88 millions d'euros a été consommé par les CFA au titre des immobilisations des CFA pour l'exercice 2018 (- 13%). Au total, 1,199 Md€ a été consommé, soit 2 767 euros par apprenti contre 2 673 euros en 2017.

Figure 293 - Taxe consommée par les CFA entre 2016 et 2018 (en millions d'euros, France métropolitaine)

	2016	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Taxe consommée au titre du fonctionnement et du THR	957	1 009	1 111	10%
Taxe consommée au titre de l'investissement	63	102	88	-13%
TOTAL - Taxe d'apprentissage consommée	1 020	1 111	1 199	8%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

- Reliquat de la taxe d'apprentissage

Le « reliquat de taxe » est la différence entre le montant de taxe reçu et le montant consommé. Il se reporte d'une année sur l'autre : le reliquat constaté en n sera disponible pour l'année n+1 et constituera une part de la « taxe disponible ».

- . Reliquat n-1 = somme des reliquats précédents
- . Reliquat n = TA reçue – TA consommée
- . Reliquat n+1 = TA disponible en n – TA consommée en n

La « taxe disponible » se compose du montant de la taxe reçue en n et du reliquat de l'année précédente (n-1).

En 2018, le montant de taxe consommée est plus important que le montant de taxe reçue, ainsi le reliquat 2018 est négatif (- 26 millions d'euros). Le montant du reliquat à reporter en 2019 s'établit à 452 millions d'euros et reste stable par rapport à l'année passée (figure 44).

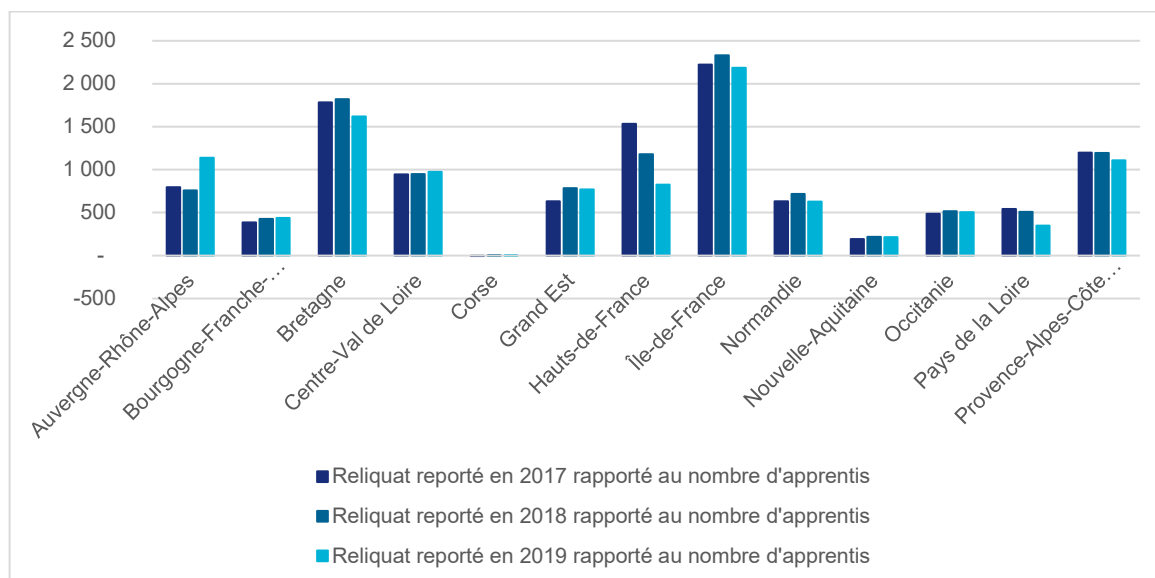
Figure 44 - Taxe d'apprentissage et reliquats en 2017 et 2018 (en millions d'euros)

	2017	2018	Taux d'évolution 2017-18
Taxe reçue par les CFA	1 125	1 173	4%
Reliquat n-1	437	478	9%
Reliquat n	14	-26	-285%
Reliquat n+1	451	452	0%
Taxe disponible	1 562	1 651	6%
Taxe consommée	1 111	1 199	8%
<i>dont pour le fonctionnement</i>	1 008	1 109	10%
<i>dont pour le THR</i>	1	2	50%
<i>dont pour l'investissement</i>	102	88	-14%
Taxe reçue par apprenti	2 706	2 705	0%
Taxe disponible par apprenti	3 758	3 809	1%
Taxe consommée par apprenti	2 673	2 767	4%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

La figure 45 permet d'observer les montants des reliquats de la taxe d'apprentissage, rapportés au nombre de d'apprentis, entre 2016 et 2018 :

Figure 45 - Montants des reliquats de taxe d'apprentissage reportés en n+1, rapportés au nombre d'apprentis de l'année n (en euros, France métropolitaine)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

(2) Ressources provenant des branches professionnelles

Parmi leurs ressources, les CFA reçoivent des fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisations professionnelles de la part des branches et des OPCA, pour un montant de 222 millions d'euros, affecté au fonctionnement et au THR :

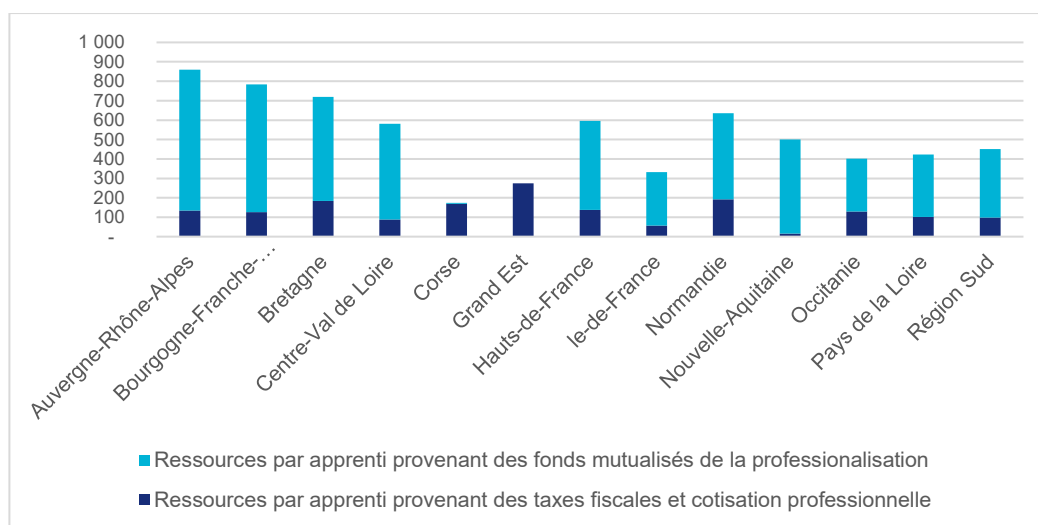
- de transfert de fonds de la professionnalisation, pour 170 millions d'euros

- de taxes fiscales destinées à l'apprentissage, issues des secteurs de la réparation automobile (ANFA), du transport-logistique (AFT) et de la cotisation professionnelle du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), pour 52 millions d'euros.

A noter également que les branches ont participé au financement des investissements des CFA à hauteur de 22 millions d'euros en 2018.

Le montant des ressources issues des branches professionnelles par jeune diffère selon les régions : il varie entre 275 euros pour la région Grand Est et 859 euros en Auvergne-Rhône-Alpes (figure 46).

Figure 46 - Ressources des CFA issues des branches, selon leur provenance et par apprenti (en euros, France métropolitaine)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

c) Autres contributions

Outre l'apport des deux principaux contributeurs aux ressources des CFA, à savoir les Conseils régionaux et les entreprises, d'autres acteurs participent à leur financement. Les **organismes gestionnaires** apportent 69,7 millions d'euros (2% des ressources globales). Les **ventes et prestations de services** représentent 5% des ressources (154M€). Elles peuvent concerner les prestations de coiffure, vente de chocolats, activités de restauration, etc. Le montant de l'apport des **familles** que l'on est en mesure de retracer via les comptes des CFA s'élève à 55,7 millions d'euros (2% des ressources), principalement pour financer les services de THR.

Outre la gestion de quelques CFA nationaux, l'**Etat** peut participer au fonctionnement de certains CFA en conventions avec les Conseils régionaux. Cela représente 9,7 millions d'euros (0,3%). Les contributions des **autres collectivités territoriales** s'élèvent à 44 millions d'euros (1%).

Par ailleurs, on identifie dans les comptes des CFA des **ressources de contrepartie financière** pour 219 millions d'euros. Enfin, d'**autres ressources non spécifiées** sont indiquées par les CFA, pour 95 millions d'euros (3% des ressources).

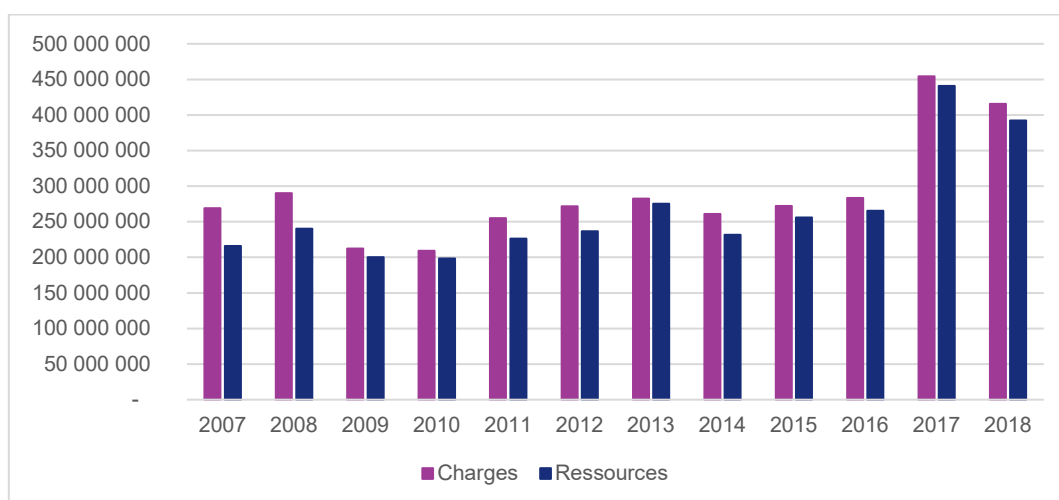
4. Les investissements des CFA en 2018¹

Nota bene : les comptes des CFA ne permettent pas de retracer l'intégralité des investissements réalisés car la gestion du patrimoine est souvent effectuée par les organismes gestionnaires ou des structures juridiques spécifiques (foyers de jeunes travailleurs...). De plus, les investissements réalisés dans les lycées professionnels par les Conseils régionaux peuvent bénéficier aux CFA sans être retracés dans les subventions régionales des CFA. Les chiffres présentés ici ne sont donc qu'un aperçu partiel des investissements des CFA.

- Evolution des investissements des CFA entre 2007 et 2018

Selon les données issues de l'enquête *Comptes de l'apprentissage*, on observe que le niveau d'investissement des CFA est resté relativement stable depuis 2007, sauf en 2017 et 2018 où on constate une forte augmentation : entre 2016 et 2017, les charges d'investissement progressent de + 60%, et de + 66% pour les ressources (figure 47). Pour l'année 2018, les immobilisations s'élèvent à 416 millions d'euros, pour 392 millions d'euros de ressources retracées dans les comptes des CFA.

Figure 47 - Montants des charges et ressources d'investissement des CFA sur la période 2007 - 2018 (en euros, France métropolitaine)

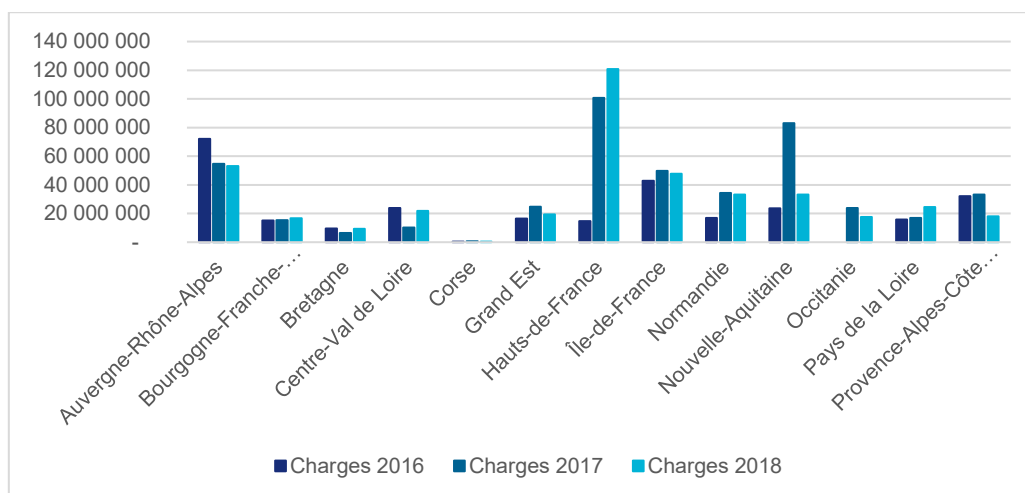


Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

Cette forte hausse des investissements concerne les CFA de trois régions spécifiques, et non de l'ensemble du territoire : il s'agit des CFA des Hauts-de-France, de Nouvelle Aquitaine et Normandie. La forte augmentation des immobilisations réalisées dans ces régions tire à la hausse le taux d'évolution national, sans que celui-ci ne soit représentatif de l'ensemble des régions (figure 48).

¹ Annexe 2 – Tableaux 8 et 28

Figure 48 - Montants des charges d'investissement des CFA par région, entre 2016 et 2018 (en euros, France métropolitaine)

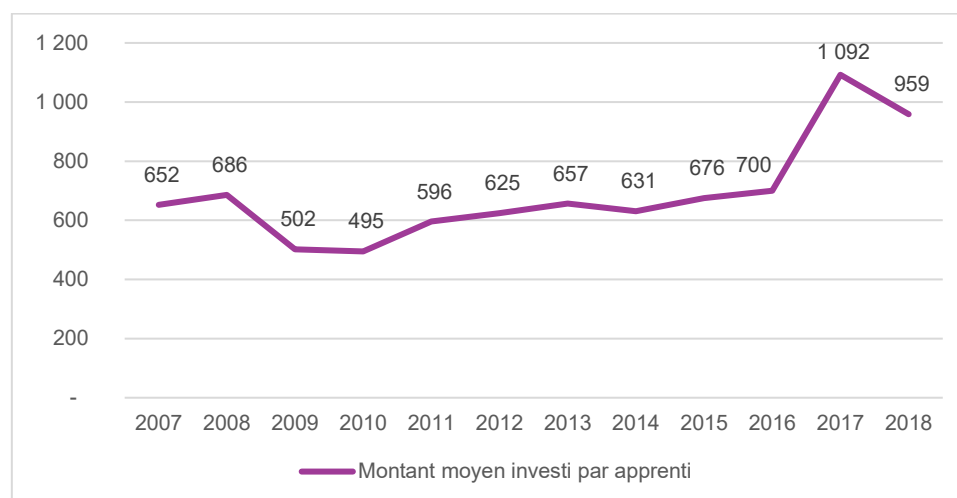


Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

- Montants des investissements des CFA par apprenti

Sur la période 2007-2018, on observe une diminution importante du montant investi par apprenti entre 2008 et 2009 (baisse de -27%), laquelle peut être attribuée aux conséquences de la crise économique de 2008. A partir de 2010, le montant d'investissement par jeune varie entre 600 et 700 euros, jusqu'à atteindre le niveau exceptionnel de 1 092 euros en 2017 (figure 49).

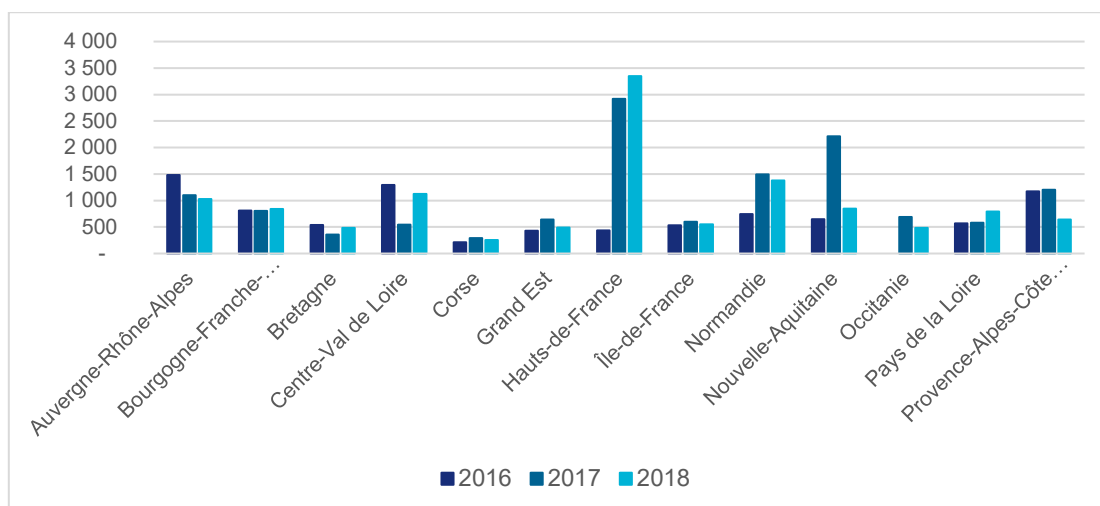
Figure 49 - Montant moyen investi par les CFA, par jeune (charges d'investissement - en euros, France métropolitaine)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

Comme indiqué précédemment, le niveau très important des investissements réalisés par les CFA des Hauts-de-France en 2017 et 2018 (respectivement 2 919€ et 3 346€ investis par apprenti) contribue principalement à expliquer la hausse du montant moyen investi par apprenti. En effet, comme on peut le voir sur la figure 50, les investissements des CFA des autres régions restent beaucoup plus stables en comparaison, à l'exception néanmoins des CFA de la Normandie et de la Nouvelle-Aquitaine.

Figure 50 - Montants investis par les CFA par apprenti et par région (en euros, France métropolitaine)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

- Financement des investissements des CFA : origine des ressources

En 2018, les ressources d'investissement des CFA s'élèvent à 392 millions d'euros et proviennent principalement des Conseils régionaux (177 M€, soit 45% des ressources) et de la taxe d'apprentissage (88 M€, soit 23%). Les autres ressources sont apportées par :

- les organismes gestionnaires (57 M€, soit 14% des ressources d'investissement) ;
- les taxes fiscales et cotisations professionnelles (22 M€, soit 6%) ;
- l'Etat (11 M€, soit 3%) ;
- les collectivités publiques : départements, communes (5 M€, soit 1%) ;
- les « autres ressources » (31 M€, soit 8%) ;
- les fonds mutualisés de la professionnalisation (19 000 euros moins de 1%).

5. Aides aux jeunes versées par les Conseils régionaux¹

Les Conseils régionaux versent aux apprentis plusieurs types d'aides financières, soit de manière directe, soit par l'intermédiaire des CFA. En 2018, ces aides ont représenté un montant total de 123 millions d'euros, contre 116 millions en 2017 (soit +6%). Plus de 70% de ces aides ont été versées aux jeunes au titre du transport, hébergement, restauration, pour un montant total de 88 millions d'euros. En dehors du THR, les régions attribuent :

- Des aides au premier équipement des apprentis (15 millions d'euros, soit 13% des aides totales versées aux jeunes)
- Des aides à la mobilité européenne (5 millions d'euros)
- Des aides à caractère social (3 millions d'euros)
- Des aides dédiées à l'achat de fournitures ou à caractère culturel, ainsi que des aides à destination des personnes handicapées.

¹ Annexe 2 – Tableaux 29 et 30

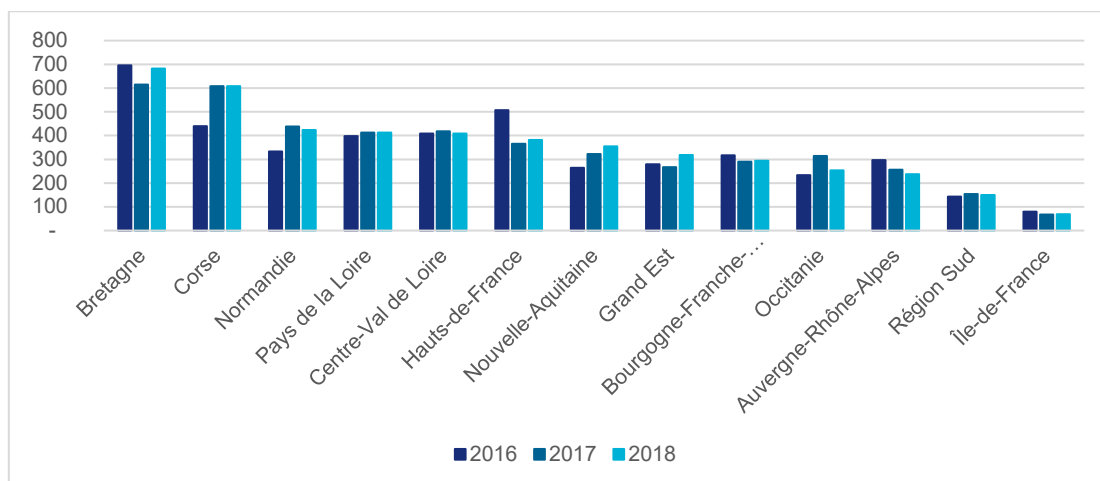
Figure 51 - Montants des aides attribuées aux apprentis par les Conseils régionaux en 2018 (en milliers d'euros)

	Aides directes aux apprentis	Aides via les CFA	Total
Transport / Hébergement / Restauration	29 841	59 058	88 899
Premier équipement	6 851	8 902	15 753
Autres aides	373	5 700	6 073
Mobilité européenne	330	5 032	5 362
Fonds d'aides sociales	954	2 314	3 268
Ordinateurs	1 220		1 220
Aide au permis B	1 126		1 126
Fournitures scolaires	171	502	673
Aides aux personnes handicapées		560	560
Chèques Culture	121		121
Total	40 987	82 068	123 055

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

En moyenne, un apprenti a reçu 284 euros d'aides directes et indirectes de la part des régions en 2018. Cette moyenne est stable par rapport aux années précédentes, puisqu'elle s'établissait à 280 euros en 2017 et 284 euros en 2016. Le montant des aides versées par jeune, directes et indirectes, varie fortement selon les régions, allant de 69€ par apprenti en Ile-de-France, à 682€ en Bretagne (figure 52).

Figure 52 - Montants des aides attribuées par les régions aux apprentis entre 2016 et 2018, par jeune (en euros)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2018, France compétences

ANNEXE 1 : COMPTES EN T DES ACTEURS DE L'APPRENTISSAGE

Les comptes en T présentent les flux financiers qui caractérisent le système de financement de l'apprentissage en 2018. Ils sont de plusieurs types :

- Les **flux « intermédiaires »** sont les flux qui transitent d'un acteur à un autre, mais qui seront retransférés par la suite. C'est le cas par exemple de la prime d'apprentissage, versée par l'Etat aux Conseils régionaux, et redistribuée ensuite par ces derniers aux employeurs d'apprentis.
- Les **flux « finaux »** sont les flux qui s'effectuent par le dernier financeur de la chaîne de financement.

ETAT (en millions d'euros)

	Ressources	Emplois
<i>Recettes du Cas FNDMA 2018</i>	1 704	<p><i>Transferts aux Régions</i></p> <p>Cas FNDMA:</p> <p>1 390 Répartition vers les Régions (programme 787)</p> <p>300 Péréquation vers les Régions (programme 790)</p> <p>Budget général:</p> <p>154 Part de la TICPE affectée aux Régions pour l'apprentissage</p> <p>326 Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire (versées aux régions)</p> <p>21 Contributions aux ressources des CFA (selon enquête <i>Comptes de l'apprentissage</i>, France compétences)</p> <p>Dépenses fiscales et sociales:</p> <p><i>Soutien aux entreprises</i></p> <p>1 309 Compensation des exonérations de cotisations sociales</p> <p>198 Crédit d'impôt apprentissage</p> <p>188 Aides TPE - Jeunes apprentis</p> <p><i>Soutien aux apprentis et leurs familles</i></p> <p>465 Exonération de l'impôt sur le revenu</p>
<i>Non-recette</i>	2 647	
	4 351	4 351

REGIONS (en millions d'euros)

	Ressources	Emplois
		1 162 Subvention aux CFA pour le fonctionnement
		177 pour les investissements <small>(*ressources d'investissement des CFA provenant des régions)</small>
<i>Fraction régionale:</i>		
Répartition vers les Régions (programme 787)	1 390	57 pour le THR
Péréquation vers les Régions (programme 790)	300	41 Aides directes aux apprentis
		247 Primes versées aux Employeurs <small>(176,19 M€ versés par les régions au titre de la prime régionale à l'apprentissage et 70,65M€ au titre de l'aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire)</small>
Transferts de l'Etat aux régions <small>(au titre de la prime régionale à l'apprentissage pour 231M€ et de l'aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire pour 95M€)</small>	326	
Part de la TICPE affectée aux Régions pour l'apprentissage	154	486 Autres dépenses des régions
	2 170	2 170

APPRENTIS (en millions d'euros)

	Ressources	Emplois
Rémunérations des apprentis (estimation)	4 524	
		56 Participation des familles (frais de transport, hébergement, restauration...)
Aides directes des Conseils régionaux	41	
Exonération de l'impôt sur le revenu	465	
		4 974 <i>Autres emplois des ménages</i>
	5 030	5 030

ENTREPRISES ASSUJETTIES (en millions d'euros)

	Ressources		Emplois
			3 226
			1 677
			875
			674
			257
			170
			74
<i>Budget des entreprises</i>	<i>3 727</i>		
	3 727		3 727

Taxe d'apprentissage collectée
dont fraction régionale
dont quota
dont hors-quota

CSA

Fonds mutualisés de la professionnalisation

Taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)

EMPLOYEURS D'APPRENTIS (en millions d'euros)

	Ressources		Emplois
Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	247		
Aides TPE - Jeunes apprentis	188	4 524	Rémunération des apprentis (estimation)
Crédit d'impôt apprentissage	198		
Budget entreprises	3 891		
	4 524		4 524
<i>Exonération de cotisations salariales et patronales</i>	<i>1 309</i>		

CFA (en millions d'euros)

	Ressources	Emplois	
Ressources des CFA provenant des Conseils régionaux (fonctionnement et investissement)	1 339	3 056	Charges de fonctionnement des CFA
Contribution des Conseils régionaux au THR	57	145	Charges de THR
Concours des entreprises aux CFA (taxe d'apprentissage et CSA)	1 200	416	Charges d'investissement
Fonds mutualisés, taxes fixes et cotisation professionnelle	244		
Organismes gestionnaires	126		
Participation des familles	56		
Subvention Etat	21		
Ventes de produits fabriqués et prestation de service	154		
Contributions d'autres collectivités	49		
Contreparties comptables	220		
Autres ressources	127		
<i>Solde débiteur (déficit)</i>	<i>24</i>		
	3 617	3 617	

ANNEXE 2 : TABLEAUX REGIONAUX (RESULTATS ISSUS DE L'ENQUETE COMPTES DE L'APPRENTISSAGE 2018, FRANCE COMPETENCES)

Tableau 1 – Effectifs d'apprentis en 2018, par niveaux de formation et par région

Tableau 2 – Effectifs d'apprentis en 2017 et 2018, par région

Tableau 3 – Effectifs d'apprentis en 2017 et 2018 par région, selon la nature de l'organisme gestionnaire

Tableau 4 – Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle entre 2016 et 2018

Tableau 5 – Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle en 2018, par niveau de formation et par région

Tableau 6 – Effectifs d'apprentis par domaine d'activités et par région, en 2018

Tableau 7 – Effectifs d'apprentis, par sexe et par région, en 2017 et 2018

Tableau 8 – Ressources totales des CFA en 2018, selon leur provenance et par région

Tableau 9 – Ressources des CFA consacrées au fonctionnement, en 2018, par région

Tableau 10 – Ressources des CFA consacrées au THR, en 2018, par région

Tableau 11 – Ressources des CFA consacrées à l'investissement, en 2018, par région

Tableau 12 – Ressources des CFA provenant des branches professionnelles en 2018, par région et poste de dépenses

Tableau 13 – Ressources des CFA provenant des organismes gestionnaires en 2018, par région et poste de dépenses

Tableau 14 – Ressources des CFA provenant des Conseils régionaux en 2018, par région et poste de dépenses

Tableau 15 – Ressources des CFA provenant de l'Etat en 2018, par région et poste de dépenses

Tableau 16 – Ressources des CFA provenant des autres collectivités en 2018, par région et poste de dépenses

Tableau 17 – Vente et prestations de service des CFA en 2018, par région

Tableau 18 – Ressources des CFA provenant des familles d'apprentis en 2018, par région

Tableau 19 – Quote-part de subvention virée au compte de résultat en 2018, par région

Tableau 20 – Reprise sur amortissement et provisions en 2018, par région

Tableau 21 – Transferts de charges en 2018, par région

Tableau 22 – Produits financiers en 2018, par région

Tableau 23 – Autres ressources des CFA en 2018, par région

Tableau 24 – Taxe d'apprentissage (reçue et consommée par les CFA) et reliquats en 2018

Tableau 25 – Evolution de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA en 2017 et 2018, par région

Tableau 26 – Charges de fonctionnement et de THR des CFA en 2018, par région

Tableau 27 – Charges de personnel des CFA en 2018, par région

Tableau 28 – Charges d'investissement des CFA en 2018, par région

Tableau 29 – Aides versées aux jeunes par les Conseils régionaux en 2018 : aides directes

Tableau 30 – Aides versées aux jeunes par les Conseils régionaux en 2018 : aides indirectes versées via les CFA

Tableau 1 – Effectifs d'apprentis en 2018, par niveaux de formation et par région (effectifs pondérés)

	Préapprentissage	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6	Niveau 7	Total - Apprentis	Total - Apprentis + pré-apprentissage
AUVERGNE-ET-RHONE-ALPES	547	19 964	13 270	10 141	2 993	4 754	51 121	51 668
BOURGOGNE-ET-FRANCHE-COMTE	270	8 558	5 118	3 984	746	1 063	19 469	19 739
BRETAGNE	155	8 449	5 157	2 875	788	1 709	18 979	19 134
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	239	8 180	4 623	3 947	1 045	1 321	19 117	19 356
CORSE	-	1 024	310	364	138	147	1 984	1 984
GRAND-EST	684	15 583	9 118	7 721	2 803	3 791	39 017	39 700
HAUTS-DE-FRANCE	355	13 305	8 257	7 940	1 458	4 805	35 766	36 121
ILE-DE-FRANCE	758	16 368	15 564	19 249	11 924	23 246	86 352	87 110
NORMANDIE	166	10 995	5 955	3 711	914	2 321	23 895	24 060
NOUVELLE-AQUITAINE	641	17 001	9 322	6 623	2 024	3 594	38 565	39 206
OCCITANIE	417	15 167	7 331	6 250	2 195	5 046	35 988	36 405
PAYS-DE-LA-LOIRE	361	12 320	9 291	5 610	1 462	1 950	30 633	30 994
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	16	12 920	6 869	4 446	1 291	2 589	28 115	28 132
France METROPOLITAINE	4 610	159 835	100 185	82 861	29 780	56 337	428 999	433 609
GUADELOUPE	38	735	204	397	140	35	1 511	1 549
GUYANE	-	263	65	228	74	-	630	630
LA-REUNION	-	2 170	1 014	879	249	104	4 417	4 417
MARTINIQUE	48	343	443	375	234	8	1 404	1 452
MAYOTTE	-	192	42	-	-	-	234	234
OUTRE MER	86	3 704	1 768	1 880	696	148	8 196	8 282
Total	4 696	163 540	101 952	84 740	30 477	56 485	437 194	441 890

Source : Enquête SIFA -DEPP

Tableau 2 – Effectifs d'apprentis en 2017 et 2018, par région (au 31/12 et effectifs pondérés)

	au 31/12/2017			2018 (effectifs pondérés)			au 31/12/2018		
	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total
AUVERGNE-ET-RHONE-ALPES	564	50 147	50 711	547	51 121	51 668	522	52 581	53 103
BOURGOGNE-ET-FRANCHE-COMTE	271	19 113	19 384	270	19 469	19 739	269	20 003	20 272
BRETAGNE	156	18 464	18 620	155	18 979	19 134	153	19 751	19 904
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	256	18 751	19 007	239	19 117	19 356	214	19 665	19 879
CORSE		1 981	1 981	-	1 984	1 984		1 988	1 988
GRAND-EST	715	38 453	39 168	684	39 017	39 700	637	39 862	40 499
HAUTS-DE-FRANCE	351	35 527	35 878	355	35 766	36 121	361	36 125	36 486
ILE-DE-FRANCE	780	84 696	85 476	758	86 352	87 110	725	88 835	89 560
NORMANDIE	175	23 457	23 632	166	23 895	24 060	152	24 551	24 703
NOUVELLE-AQUITAINE	620	38 126	38 746	641	38 565	39 206	673	39 223	39 896
OCCITANIE	420	35 107	35 527	417	35 988	36 405	413	37 309	37 722
PAYS-DE-LA-LOIRE	414	29 893	30 307	361	30 633	30 994	282	31 743	32 025
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR		27 764	27 764	16	28 115	28 132	41	28 642	28 683
France Métropolitaine	4 722	421 479	426 201	4 610	428 999	433 609	4 442	440 278	444 720
GUADELOUPE	33	1 600	1 633	38	1 511	1 549	46	1 378	1 424
GUYANE	-	600	600	-	630	630	-	674	674
LA-REUNION	-	4 623	4 623	-	4 417	4 417	-	4 108	4 108
MARTINIQUE	55	1 376	1 431	48	1 404	1 452	37	1 446	1 483
MAYOTTE	-	228	228	-	234	234	-	243	243
OUTRE-MER	88	8 427	8 515	86	8 196	8 282	83	7 849	7 932
Total	4 810	429 906	434 716	4 696	437 194	441 890	4 525	448 127	452 652

Source : Enquête SIFA -DEPP

Tableau 3 – Effectifs d'apprentis en 2017 et 2018 par région, selon la nature de l'organisme gestionnaire (au 31/12)

	au 31/12/2017				au 31/12/2018			
	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	6 718	3 675	39 754	50 147	6 947	3 779	41 855	52 581
Bourgogne-Franche-Comté	4 258	2 137	12 718	19 113	4 511	2 233	13 259	20 003
Bretagne	2 944	8 850	6 689	18 483	2 468	9 309	7 993	19 770
Centre-Val de Loire	3 103	5 011	10 637	18 751	3 266	5 102	11 297	19 665
Corse	577	777	627	1 981	597	781	610	1 988
Grand Est	15 093	7 520	15 840	38 453	15 116	7 345	17 401	39 862
Hauts-de-France	7 407	8 643	19 477	35 527	7 593	7 995	20 537	36 125
Île-de-France	4 712	17 254	62 964	84 930	5 006	17 518	66 462	88 986
Normandie	4 796	7 550	10 972	23 318	4 914	7 542	11 944	24 400
Nouvelle-Aquitaine	12 013	12 949	13 280	38 242	11 376	13 027	15 021	39 424
Occitanie	7 945	12 986	13 966	34 897	10 609	13 244	13 255	37 108
Pays de la Loire	5 188	10 451	14 235	29 874	5 884	9 955	15 885	31 724
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 122	7 836	12 805	27 763	6 918	7 932	13 792	28 642
France Métropolitaine	81 876	105 639	233 964	421 479	85 205	105 762	249 311	440 278
Guadeloupe	309	808	483	1 600	302	698	378	1 378
Guyane	200	400	0	600	184	490		674
Martinique	61	1 086	229	1 376	81	1 141	224	1 446
Mayotte	228	0	0	228	243			243
Réunion	538	3 868	217	4 623	540	3 351	217	4 108
Outre Mer	1 336	6 162	929	8 427	1 350	5 680	819	7 849
TOTAL	83 212	111 801	234 893	429 906	86 555	111 442	250 130	448 127

Source : Enquête SIFA -DEPP

Tableau 4 – Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle entre 2016 et 2018 (au 31/12)

	2016	2017	2018	Evolution 2016/17	Evolution 2017/18
Niveau 3 (CAP)					
Apprentis	159 998	162 650	164 874	1,7%	1,4%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	139 804	137 074	135 248	-2,0%	-1,3%
TOTAL - Jeunes en formation professionnelle initiale	299 802	299 724	300 122	0,0%	0,1%
Poids de l'apprentissage	53,4%	54,3%	54,9%		
Niveau 4 (baccalauréat)					
Apprentis	99 814	100 952	103 453	1,1%	2,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	618 221	611 804	602 122	-1,0%	-1,6%
TOTAL - Jeunes en formation professionnelle initiale	718 035	712 756	705 575	-0,7%	-1,0%
Poids de l'apprentissage	13,9%	14,2%	14,7%		
Total enseignement secondaire (3 et 4)					
Apprentis	259 812	263 602	268 327	1,5%	1,8%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	758 025	748 878	737 370	-1,2%	-1,5%
TOTAL - Jeunes en formation professionnelle initiale	1 017 837	1 012 480	1 005 697	-0,5%	-0,7%
Poids de l'apprentissage	25,5%	26%	27%		
Enseignement supérieur (niveaux 5, 6 et 7 soit bac+2, licence et master)					
Apprentis (total niveau III, II & I)	152 454	166 304	179 800	9,1%	8,1%
TOTAL - Jeunes en formation professionnelle initiale	2 609 700	2 680 391	2 678 662	2,7%	-0,1%
Poids de l'apprentissage	5,8%	6,2%	6,7%		

Nota bene – Sont désignés par « *Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire* » :

- pour le niveau 3 : les élèves des établissements du second degré publics et privés préparant un CAP, une mention complémentaire ou autre diplôme de ce niveau ;
- pour le niveau 4 : les élèves préparant un baccalauréat professionnel, un brevet des métiers d'arts ou un autre diplôme de ce niveau.

Tableau 5 – Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle en 2018, par niveau de formation et par région (effectifs au 31/12)

	Niveau 3				Niveau 4				Total enseignement secondaire (3 & 4)				Enseignement supérieur (5, 6 et 7)		
	Apprentis	Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	Jeunes en formation professionnelle initiale	Poids de l'apprentissage	Apprentis	Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	Jeunes en formation professionnelle initiale	Poids de l'apprentissage	Apprentis	Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	Jeunes en formation professionnelle initiale	Poids de l'apprentissage	Apprentis (total niveau 5, 6 et 7)	Effectif de l'enseignement supérieur	Poids de l'apprentissage
Auvergne-Rhône-Alpes	20 326	16 505	36 831	55%	13 266	67 648	80 914	16%	33 592	84 153	117 745	29%	18 989	342 712	6%
Bourgogne-Franche-Comté	8 613	5 429	14 042	61%	5 299	25 870	31 169	17%	13 912	31 299	45 211	31%	6 091	80 143	8%
Bretagne	8 768	6 435	15 203	58%	5 312	32 835	38 147	14%	14 080	39 270	53 350	26%	5 671	128 567	4%
Centre-Val de Loire	8 328	3 966	12 294	68%	4 696	23 007	27 703	17%	13 024	26 973	39 997	33%	6 641	63 862	10%
Corse	998	449	1 447	69%	318	2 029	2 347	14%	1 316	2 478	3 794	35%	672	5 773	12%
Grand Est	15 625	10 446	26 071	60%	9 227	49 785	59 012	16%	24 852	60 231	85 083	29%	15 010	208 443	7%
Hauts-de-France	12 976	16 128	29 104	45%	8 398	65 303	73 701	11%	21 374	81 431	102 805	21%	14 751	229 780	6%
Île-de-France	16 535	17 795	34 330	48%	15 615	94 589	110 204	14%	32 150	112 384	144 534	22%	56 685	704 597	8%
Normandie	11 078	6 748	17 826	62%	6 104	31 515	37 619	16%	17 182	38 263	55 445	31%	7 369	104 525	7%
Nouvelle-Aquitaine	17 221	10 913	28 134	61%	9 434	51 320	60 754	16%	26 655	62 233	88 888	30%	12 568	208 124	6%
Occitanie	15 386	10 213	25 599	60%	7 585	51 453	59 038	13%	22 971	61 666	84 637	27%	14 338	249 318	6%
Pays de la Loire	12 657	8 017	20 674	61%	9 542	35 540	45 082	21%	22 199	43 557	65 756	34%	9 544	134 691	7%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 925	10 268	23 193	56%	6 959	40 764	47 723	15%	19 884	51 032	70 916	28%	8 758	171 377	5%
France Métropolitaine	161 436	123 312	284 748	57%	101 755	571 658	673 413	15%	263 191	694 970	958 161	27%	177 087	2 631 912	7%
GUADELOUPE	634	1 560	2 194	29%	185	5 942	6 127	3%	819	7 502	8 321	10%	559	9 400	6%
GUYANE	264	2 670	2 934	9%	75	4 499	4 574	2%	339	7 169	7 508	5%	335	4 684	7%
LA-REUNION	1 985	4 720	6 705	30%	935	11 838	12 773	7%	2 920	16 558	19 478	15%	1 188	22 237	5%
MARTINIQUE	356	1 234	1 590	22%	459	4 656	5 115	9%	815	5 890	6 705	12%	631	8 557	7%
MAYOTTE	199	1 752	1 951	10%	44	3 529	3 573	1%	243	5 281	5 524	4%	-	1 872	0%
Outre Mer	3 438	11 936	15 374	22%	1 698	30 464	32 162	5%	5 136	42 400	47 536	11%	2 713	46 750	6%
TOTAL	164 874	135 248	300 122	55%	103 453	602 122	705 575	15%	268 327	737 370	1 005 697	27%	179 800	2 678 662	7%

Source : Enquête SIFA -DEPP - SIES

Tableau 6 – Effectifs d'apprentis par spécialités de formation¹ et par région, en 2018 (au 31/12)

	Domaines disciplinaires			Domaines de la production						Domaines des services					TOTAL
	11 - mathématiques et sciences	12 - sciences humaines et droit	13 - lettres et arts	20 - spécialités pluri-techno de la production	21 - agriculture, pêche, forêt	22 - transformations	23 - génie civil, construction, bois	24 - matériaux souples	25 - mécanique, électricité, électronique	30 - spécialités plurivalentes des services	31 - échanges et gestion	32 - communication et information	33 - services aux personnes	34 - services à la collectivité	
Auvergne-Rhône-Alpes	213	111	6	2 076	3 772	10 543	6 978	298	9 807	226	9 358	1 903	6 694	596	52 581
Bourgogne-Franche-Comté	59	41	4	415	2 488	4 202	2 210	37	3 780	37	3 370	529	2 670	161	20 003
Bretagne	24	9	2	408	1 666	4 029	3 137	21	3 441	32	3 063	831	2 678	429	19 770
Centre-Val de Loire	50	236	15	639	1 624	3 689	2 184	76	3 072	55	4 069	605	2 924	427	19 665
Corse	11	37	9	20	85	272	205	1	327	46	519	52	342	62	1 988
Grand Est	147	159	75	1 504	2 865	7 811	4 875	44	6 989	136	8 094	1 446	5 260	457	39 862
Hauts-de-France	307	148	31	1 319	3 828	6 497	4 461	104	5 733	116	7 134	1 582	4 588	277	36 125
Île-de-France	704	2 074	560	2 981	1 856	10 856	5 124	430	11 915	408	28 541	9 599	12 203	1 735	88 986
Normandie	50	61	1	730	2 376	4 898	3 545	23	4 238	49	4 853	523	3 024	29	24 400
Nouvelle-Aquitaine	122	63	33	1 177	3 548	7 607	5 890	40	6 530	135	6 938	1 407	5 417	517	39 424
Occitanie	223	198	21	636	2 782	6 403	4 499	14	6 471	100	8 148	1 456	5 584	573	37 108
Pays de la Loire	95	105	46	1 221	3 321	5 891	5 672	117	5 830	96	5 200	829	3 218	83	31 724
Provence-Alpes-Côte d'Azur	95	189	19	513	2 374	5 077	3 055	15	5 028	138	5 379	928	5 505	327	28 642
France Métropolitaine	2 100	3 431	822	13 639	32 585	77 775	51 835	1 220	73 161	1 574	94 666	21 690	60 107	5 673	440 278
Guadeloupe					47	256	174		125	14	414	79	269		1 378
Guyane	11				35	93	49		112		184	69	121		674
Martinique				13	77	208	112		246		533	57	196	4	1 446
Mayotte						47	70		35		68		23		243
Réunion		8		37	319	932	444	21	526	25	738	307	709	42	4 108
Outre Mer	11	8	-	50	478	1 536	849	21	1 044	39	1 937	512	1 318	46	7 849
TOTAL	2 111	3 439	822	13 689	33 063	79 311	52 684	1 241	74 205	1 613	96 603	22 202	61 425	5 719	448 127

Source : MENJ-MESRI-DEPP

¹ Nomenclature des spécialités de formations établie par le CNIS (décembre 1993). Le niveau de classement retenu est le niveau 17, dit des « domaines de spécialités ».

Tableau 7 – Effectifs d'apprentis, par sexe et par région, entre 2015 et 2018 (au 31/12)

	au 31/12/2015				au 31/12/2016				au 31/12/2017				au 31/12/2018			
	G	F	Total	Part de filles	G	F	Total	Part de filles	G	F	Total	Part de filles	G	F	Total	Part de filles
Auvergne-Rhône-Alpes	33 972	14 041	48 013	29,2%	34 159	14 430	48 589	29,7%	35 361	14 786	50 147	29,5%	37 248	15 333	52 581	29,2%
Bourgogne-Franche-Comté	13 043	5 345	18 388	29,1%	13 108	5 386	18 494	29,1%	13 605	5 508	19 113	28,8%	14 458	5 545	20 003	27,7%
Bretagne	12 182	5 066	17 248	29,4%	12 553	5 207	17 760	29,3%	13 113	5 370	18 483	29,1%	14 137	5 633	19 770	28,5%
Centre-Val de Loire	11 948	6 208	18 156	34,2%	11 832	6 344	18 176	34,9%	12 256	6 495	18 751	34,6%	12 995	6 670	19 665	33,9%
Corse	1 286	813	2 099	38,7%	1 213	783	1 996	39,2%	1 267	714	1 981	36,0%	1 227	761	1 988	38,3%
Grand Est	25 124	12 075	37 199	32,5%	25 205	12 229	37 434	32,7%	25 840	12 613	38 453	32,8%	27 139	12 723	39 862	31,9%
Hauts-de-France	22 752	9 905	32 657	30,3%	23 053	10 184	33 237	30,6%	24 448	11 079	35 527	31,2%	25 073	11 052	36 125	30,6%
Île-de-France	46 973	32 119	79 092	40,6%	47 460	32 959	80 419	41,0%	49 934	34 996	84 930	41,2%	52 567	36 419	88 986	40,9%
Normandie	15 103	7 189	22 292	32,2%	15 143	7 297	22 440	32,5%	15 780	7 538	23 318	32,3%	16 757	7 643	24 400	31,3%
Nouvelle-Aquitaine	24 484	10 625	35 109	30,3%	25 112	11 252	36 364	30,9%	26 280	11 962	38 242	31,3%	27 313	12 111	39 424	30,7%
Occitanie	22 444	9 983	32 427	30,8%	22 747	10 457	33 204	31,5%	23 772	11 125	34 897	31,9%	25 359	11 749	37 108	31,7%
Pays de la Loire	19 377	7 423	26 800	27,7%	20 090	7 971	28 061	28,4%	21 439	8 435	29 874	28,2%	22 748	8 976	31 724	28,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18 139	9 046	27 185	33,3%	18 287	9 345	27 632	33,8%	18 483	9 280	27 763	33,4%	19 302	9 340	28 642	32,6%
France Métropolitaine	266 827	129 838	396 665	32,7%	269 962	133 844	403 806	33,1%	281 578	139 901	421 479	33,2%	296 323	143 955	440 278	32,7%
Guadeloupe	865	581	1 446	40,2%	973	734	1 707	43,0%	965	635	1 600	39,7%	830	548	1 378	39,8%
Guyane	312	221	533	41,5%	306	259	565	45,8%	353	247	600	41,2%	383	291	674	43,2%
Martinique	1 019	520	1 539	33,8%	848	479	1 327	36,1%	866	510	1 376	37,1%	916	530	1 446	36,7%
Mayotte	179	69	248	27,8%	155	76	231	32,9%	154	74	228	32,5%	172	71	243	29,2%
Réunion	3 282	1 492	4 774	31,3%	3 160	1 470	4 630	31,7%	3 146	1 477	4 623	31,9%	2 805	1 303	4 108	31,7%
Outre Mer	5 657	2 883	8 540	33,8%	5 442	3 018	8 460	35,7%	5 484	2 943	8 427	34,9%	5 106	2 743	7 849	34,9%
TOTAL	272 484	132 721	405 205	32,8%	275 404	136 862	412 266	33,2%	287 062	142 844	429 906	33,2%	301 429	146 698	448 127	32,7%

Source : Enquête SIFA -DEPP

Tableau 8 – Ressources totales des CFA en 2018, selon leur provenance et par région (en euros)

	Taxe d'apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques (Départements, Communes...)	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions virées au compte de résultat	Reprises sur amortissements / provisions	Transfert de charges (comptes de base 79)	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressources moyenne par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	114 737 533	48 676 820	1 223 363	158 273 485	2 122 459	3 309 039	18 512 984	6 319 052	18 871 789	2 034 003	2 130 103	2 439 653	24 913 697	403 563 978	7 811
Bourgogne-Franche-Comté	39 255 774	15 482 727	5 024 584	69 172 585	1 023 410	683 025	5 043 499	5 756 521	7 268 432	834 081	1 291 416	120 094	6 090 310	157 046 458	7 956
Bretagne	48 990 089	13 779 006	1 959 819	47 360 923	223 976	677 075	8 030 497	1 335 785	7 915 510	1 004 363	949 533	217 984	4 774 622	137 219 182	7 171
Centre-Val de Loire	35 378 840	11 978 026	4 606 626	85 704 192	319 446	225 097	4 873 692	4 320 683	10 589 671	544 051	672 315	131 140	2 620 810	161 964 588	8 368
<i>Corse</i>	<i>2 948 931</i>	<i>376 354</i>	<i>169 194</i>	<i>8 560 018</i>	<i>226 814</i>	<i>27 691</i>	<i>220 533</i>	<i>311 649</i>	<i>459 989</i>	<i>183 504</i>	<i>175 584</i>	<i>3 763</i>	<i>434 765</i>	14 098 790	7 106
Grand Est	74 156 307	11 978 925	12 712 558	125 100 518	516 141	2 320 640	8 226 978	3 808 375	14 152 229	3 000 320	1 340 307	154 623	15 733 227	273 201 148	6 882
Hauts-de-France	94 632 971	21 975 873	37 233 679	177 832 668	2 131 150	7 545 297	14 762 469	1 635 972	12 202 774	1 937 321	1 385 327	270 491	1 584 590	375 130 582	10 385
Île-de-France	422 295 192	29 855 677	18 231 349	202 213 228	1 542 715	8 788 190	35 511 734	8 707 004	29 134 640	6 807 634	3 940 603	1 654 545	35 468 199	804 150 710	9 231
Normandie	53 798 289	20 650 390	3 479 131	90 577 755	3 234 562	1 005 079	8 395 291	5 792 716	10 580 446	2 772 439	978 527	120 911	6 016 940	207 402 475	8 620
Nouvelle-Aquitaine	84 337 978	21 687 682	18 771 863	136 688 557	1 260 277	3 253 465	20 150 370	3 140 204	15 947 291	2 180 546	1 117 995	107 967	10 360 823	319 005 018	8 137
Occitanie	101 837 639	17 611 328	14 384 049	95 403 150	678 915	12 542 574	15 012 889	5 017 976	15 888 521	5 158 517	1 284 244	117 728	4 666 042	289 603 572	7 955
Pays de la Loire	61 294 566	16 054 633	2 980 544	121 658 573	1 415 978	4 382 951	7 230 062	3 168 671	12 258 571	1 137 846	1 003 424	125 051	8 781 768	241 492 637	7 792
Région Sud	65 970 984	13 590 014	5 753 925	77 947 215	6 194 561	4 703 566	8 247 267	6 436 337	11 823 005	1 796 500	1 211 676	220 284	5 723 753	209 619 087	7 451
Total France métropolitaine	1 199 635 092	243 697 455	126 530 684	1 396 492 867	20 890 402	49 463 689	154 218 264	55 750 945	167 092 868	29 391 125	17 481 054	5 684 233	127 169 546	3 593 498 225	8 287
Guadeloupe	1 965 970	53 992	-	9 264 786	1 095 419	22 625	125 920	-	1 092 454	1 163 502	9 600	3 970	8 182	14 806 419	9 559
TOTAL	1 201 601 062	243 751 447	126 530 684	1 405 757 653	21 985 821	49 486 314	154 344 184	55 750 945	168 185 322	30 554 627	17 490 654	5 688 203	127 177 727	3 608 304 645	8 292

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 9 – Ressources des CFA consacrées au fonctionnement selon leur provenance, en 2018, par région (en euros)

	Taxe d'apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques (Départements, Communes...)	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions virées au compte de résultat	Reprises sur amortissements / provisions	Transfert de charges (comptes de base 79)	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressources moyenne par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	104 943 360	44 378 853	914 772	135 962 972	388 168	2 736 211	13 256 262	516 869	17 823 592	1 834 613	2 130 103	2 439 653	9 513 232	336 838 660	6 519
Bourgogne-Franche-Comté	37 570 060	15 482 727	2 051 136	57 450 481	1 022 675	683 025	4 962 600	156 308	6 939 997	794 266	1 291 416	120 094	1 938 033	130 462 818	6 609
Bretagne	45 302 744	13 723 324	938 624	44 281 603	223 976	671 953	6 199 040	220 259	7 759 965	978 726	949 533	217 984	2 789 065	124 256 796	6 494
Centre-Val de Loire	29 881 329	11 245 079	1 372 758	66 301 338	263 017	196 324	3 479 083	469 282	9 987 728	519 407	672 315	131 140	2 473 915	126 992 715	6 561
<i>Corse</i>	<i>2 931 674</i>	<i>343 955</i>	<i>169 194</i>	<i>7 590 998</i>	<i>226 814</i>	<i>27 691</i>	<i>210 864</i>	<i>266 988</i>	<i>459 989</i>	<i>183 504</i>	<i>175 584</i>	<i>3 763</i>	<i>286 175</i>	<i>12 877 193</i>	<i>6 491</i>
Grand Est	68 469 060	10 902 430	10 837 540	110 356 558	516 141	2 291 231	7 564 174	517 948	13 815 152	2 883 862	1 340 307	154 623	13 315 645	242 964 671	6 120
Hauts-de-France	79 616 771	21 528 458	11 347 185	93 464 806	1 634 063	4 352 821	13 276 489	-	12 202 774	1 937 321	1 385 327	270 491	1 584 590	242 601 096	6 716
Île-de-France	403 213 701	28 919 518	11 701 387	185 795 931	1 253 017	8 397 421	33 922 397	2 788 208	28 281 914	6 773 833	3 940 603	1 654 545	30 815 447	747 457 922	8 581
Normandie	44 393 821	14 138 685	1 789 816	79 933 960	1 251 608	996 830	6 961 446	-	10 174 915	2 660 971	978 527	120 911	4 880 309	168 281 798	6 994
Nouvelle-Aquitaine	77 753 903	19 568 205	6 212 909	120 309 974	721 005	2 986 851	16 469 844	-	15 199 475	2 159 985	1 117 995	107 967	9 504 163	272 112 276	6 941
Occitanie	96 811 393	14 233 438	14 245 357	85 991 564	678 915	12 275 126	14 159 849	2 558 528	15 367 233	5 074 575	1 284 244	117 728	4 188 518	266 986 469	7 334
Pays de la Loire	59 445 343	12 901 260	1 814 808	101 435 882	627 284	4 382 951	6 721 120	-	12 036 448	1 130 664	1 003 424	125 051	7 685 131	209 309 365	6 753
Région Sud	59 149 355	12 586 368	4 985 262	73 418 285	977 104	3 843 889	6 796 411	5 172 097	11 620 148	1 761 047	1 211 676	220 284	5 017 836	186 759 762	6 639
Total France métropolitaine	1 109 482 514	219 952 300	68 380 749	1 162 294 352	9 783 787	43 842 325	133 979 580	12 666 486	161 669 329	28 692 775	17 481 054	5 684 233	93 992 057	3 067 901 541	7 075
Guadeloupe	1 660 130	53 992	-	8 330 645	28 968	22 625	125 920	-	1 092 454	1 163 502	9 600	3 970	8 182	12 499 987	8 070
TOTAL	1 111 142 644	220 006 292	68 380 749	1 170 624 997	9 812 755	43 864 950	134 105 500	12 666 486	162 761 783	29 856 277	17 490 654	5 688 203	94 000 239	3 080 401 528	7 079

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 10 – Ressources des CFA consacrées au THR selon leur provenance, en 2018, par région (en euros)

	Taxe d'apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques (Départements, Communes...)	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions virées au compte de résultat	Reprises sur amortissements / provisions	Autres ressources	Total	Ressources moyenne par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	14 755	-	-	9 456 099	913	165 704	5 256 721	5 802 183	1 048 198	199 389	488 285	22 432 249	434
Bourgogne-Franche-Comté	-	-	115 490	3 744 571	735	-	80 899	5 600 213	328 435	39 815	81 547	9 991 705	506
Bretagne	189 634	55 682	48 397	-	-	5 122	1 831 457	1 115 526	155 545	25 637	281 381	3 708 381	194
Centre-Val de Loire	718 737	7 667	102 146	6 448 026	-	8 773	1 394 609	3 851 401	601 943	24 644	77 778	13 235 723	684
Corse	-	-	-	660 301	-	-	9 669	44 661	-	-	-	714 631	360
Grand Est	131 532	-	4 772	10 833 460	-	11 792	662 804	3 290 427	337 077	116 458	130 844	15 519 166	391
Hauts-de-France	-	-	623 334	8 936 735	-	-	1 485 980	1 635 972	-	-	-	12 682 021	351
Île-de-France	-	-	-	289 776	-	-	1 589 337	5 918 796	852 726	33 801	-	8 684 436	100
Normandie	-	1 141 672	63 318	698 786	-	2 555	1 433 845	5 792 716	405 531	111 468	85 527	9 735 418	405
Nouvelle-Aquitaine	300 618	20 323	292 731	4 459 089	-	24 710	3 680 526	3 140 204	747 816	20 561	202 406	12 888 984	329
Occitanie	120 544	397 965	111 994	276 606	-	7 821	853 040	2 459 448	521 289	83 942	171 887	5 004 537	137
Pays de la Loire	-	187 488	568	9 892 922	-	-	508 941	3 168 671	222 123	7 182	84 827	14 072 723	454
Région Sud	-	79 643	-	1 550 996	-	1 825	1 450 856	1 264 240	202 857	35 453	258 559	4 844 429	172
Total France métropolitaine	1 475 820	1 890 440	1 362 751	57 247 367	1 648	228 302	20 238 684	43 084 459	5 423 539	698 350	1 863 041	133 514 403	308
Guadeloupe	-	-	-	396 309	-	-	-	-	-	-	-	396 309	256
TOTAL	1 475 820	1 890 440	1 362 751	57 643 676	1 648	228 302	20 238 684	43 084 459	5 423 539	698 350	1 863 041	133 910 712	308

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 11 – Ressources des CFA consacrées à l'investissement selon leur provenance, en 2018, par région (en euros)

	Taxe d'apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques (Départements, Communes...)	Autres ressources	Total	Ressources moyenne par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	9 779 417	4 297 966	308 591	12 854 415	1 733 377	407 124	14 912 179	44 293 070	857
Bourgogne-Franche-Comté	1 685 714	-	2 857 958	7 977 533	-	-	4 070 730	16 591 935	841
Bretagne	3 497 711	-	972 798	3 079 320	-	-	1 704 176	9 254 005	484
Centre-Val de Loire	4 778 774	725 280	3 131 722	12 954 828	56 429	20 000	69 117	21 736 150	1 123
<i>Corse</i>	<i>17 257</i>	<i>32 400</i>	-	<i>308 718</i>	-	-	<i>148 591</i>	<i>506 965</i>	<i>256</i>
Grand Est	5 555 715	1 076 495	1 870 246	3 910 500	-	17 617	2 286 738	14 717 311	371
Hauts-de-France	15 016 200	447 415	25 263 160	75 431 127	497 087	3 192 476	-	119 847 465	3 318
Île-de-France	19 081 491	936 159	6 529 962	16 127 521	289 698	390 769	4 652 752	48 008 352	551
Normandie	9 404 468	5 370 033	1 625 997	9 945 009	1 982 954	5 694	1 051 104	29 385 259	1 221
Nouvelle-Aquitaine	6 283 457	2 099 154	12 266 223	11 919 494	539 272	241 904	654 254	34 003 758	867
Occitanie	4 905 702	2 979 924	26 697	9 134 980	-	259 626	305 637	17 612 567	484
Pays de la Loire	1 849 223	2 965 885	1 165 168	10 329 770	788 693	-	1 011 811	18 110 549	584
Région Sud	6 821 629	924 003	768 663	2 977 934	5 217 457	857 852	447 358	18 014 896	640
Total France métropolitaine	88 676 758	21 854 714	56 787 185	176 951 148	11 104 967	5 393 062	31 314 447	392 082 282	904
Guadeloupe	305 840	-	-	537 832	1 066 451	-	-	1 910 123	1 233
TOTAL	88 982 598	21 854 714	56 787 185	177 488 980	12 171 418	5 393 062	31 314 447	393 992 405	905

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 12 – Ressources des CFA provenant des branches professionnelles en 2018, par région et poste de dépenses (en euros)

	Fonctionnement			THR			Investissement			TOTAL			Ressources par jeune
	Taxes fiscales et cotisation professionnelle	Fonds mutualisés de la professionnalisation	Sous-total fonctionnement	Taxes fiscales et cotisation professionnelle	Fonds mutualisés de la professionnalisation	Sous-total THR	Taxes fiscales et cotisation professionnelle	Fonds mutualisés de la professionnalisation	Sous-total investissement	Taxes fiscales et cotisation professionnelle	Fonds mutualisés de la professionnalisation	Total général	
Auvergne-Rhône-Alpes	6 942 121	37 436 732	44 378 853	-	-	-	4 297 966	-	4 297 966	11 240 088	37 436 732	48 676 820	942
Bourgogne-Franche-Comté	2 490 959	12 991 768	15 482 727	-	-	-	-	-	-	2 490 959	12 991 768	15 482 727	784
Bretagne	3 475 905	10 247 419	13 723 324	53 573	2 109	55 682	-	-	-	3 529 478	10 249 528	13 779 006	720
Centre-Val de Loire	1 705 420	9 539 659	11 245 079	7 667	-	7 667	725 280	-	725 280	2 438 367	9 539 659	11 978 026	619
Corse	334 147	9 807	343 955	-	-	-	32 400	-	32 400	366 547	9 807	376 354	190
Grand Est	10 902 430	-	10 902 430	-	-	-	1 076 495	-	1 076 495	11 978 925	-	11 978 925	302
Hauts-de-France	4 973 575	16 554 883	21 528 458	-	-	-	447 415	-	447 415	5 420 990	16 554 883	21 975 873	608
Île-de-France	4 922 362	23 997 156	28 919 518	-	-	-	936 159	-	936 159	5 858 521	23 997 156	29 855 677	343
Normandie	3 483 999	10 654 686	14 138 685	1 123 885	17 787	1 141 672	5 370 033	-	5 370 033	9 977 917	10 672 473	20 650 390	858
Nouvelle-Aquitaine	626 109	18 942 096	19 568 205	-	20 323	20 323	2 099 154	-	2 099 154	2 725 263	18 962 419	21 687 682	553
Occitanie	4 341 353	9 892 085	14 233 438	397 965	-	397 965	2 979 924	-	2 979 924	7 719 243	9 892 085	17 611 328	484
Pays de la Loire	3 148 514	9 752 746	12 901 260	15 800	171 688	187 488	2 946 885	19 000	2 965 885	6 111 199	9 943 434	16 054 633	518
Région Sud	2 734 272	9 852 096	12 586 368	21 284	58 359	79 643	924 003	-	924 003	3 679 559	9 910 455	13 590 014	483
Total France métropolitaine	50 081 167	169 871 132	219 952 300	1 620 174	270 266	1 890 440	21 835 714	19 000	21 854 714	73 537 056	170 160 399	243 697 455	562
Guadeloupe	-	53 992	53 992	-	-	-	-	-	-	-	53 992	53 992	35
TOTAL	50 081 167	169 925 124	220 006 292	1 620 174	270 266	1 890 440	21 835 714	19 000	21 854 714	73 537 056	170 214 391	243 751 447	560

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 13 – Ressources des CFA provenant des organismes gestionnaires en 2018, par région et poste de dépenses (en euros)

	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	914 772	-	308 591	1 223 363	24
Bourgogne-Franche-Comté	2 051 136	115 490	2 857 958	5 024 584	255
Bretagne	938 624	48 397	972 798	1 959 819	102
Centre-Val de Loire	1 372 758	102 146	3 131 722	4 606 626	238
Corse	169 194	-	-	169 194	85
Grand Est	10 837 540	4 772	1 870 246	12 712 558	320
Hauts-de-France	11 347 185	623 334	25 263 160	37 233 679	1 031
Île-de-France	11 701 387	-	6 529 962	18 231 349	209
Normandie	1 789 816	63 318	1 625 997	3 479 131	145
Nouvelle-Aquitaine	6 212 909	292 731	12 266 223	18 771 863	479
Occitanie	14 245 357	111 994	26 697	14 384 049	395
Pays de la Loire	1 814 808	568	1 165 168	2 980 544	96
Région Sud	4 985 262	-	768 663	5 753 925	205
Total France métropolitaine	68 380 749	1 362 751	56 787 185	126 530 684	292
Guadeloupe	-	-	-	-	-
TOTAL	68 380 749	1 362 751	56 787 185	126 530 684	291

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 14 – Ressources des CFA provenant des Conseils régionaux en 2018, par région et poste de dépenses (en euros)

	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	135 962 972	9 456 099	12 854 415	158 273 485	3 063
Bourgogne-Franche-Comté	57 450 481	3 744 571	7 977 533	69 172 585	3 504
Bretagne	44 281 603	-	3 079 320	47 360 923	2 475
Centre-Val de Loire	66 301 338	6 448 026	12 954 828	85 704 192	4 428
Corse	7 590 998	660 301	308 718	8 560 018	4 315
Grand Est	110 356 558	10 833 460	3 910 500	125 100 518	3 151
Hauts-de-France	93 464 806	8 936 735	75 431 127	177 832 668	4 923
Île-de-France	185 795 931	289 776	16 127 521	202 213 228	2 321
Normandie	79 933 960	698 786	9 945 009	90 577 755	3 765
Nouvelle-Aquitaine	120 309 974	4 459 089	11 919 494	136 688 557	3 486
Occitanie	85 991 564	276 606	9 134 980	95 403 150	2 621
Pays de la Loire	101 435 882	9 892 922	10 329 770	121 658 573	3 925
Région Sud	73 418 285	1 550 996	2 977 934	77 947 215	2 771
Total France métropolitaine	1 162 294 352	57 247 367	176 951 148	1 396 492 867	3 221
Guadeloupe	8 330 645	396 309	537 832	9 264 786	5 981
TOTAL	1 170 624 997	57 643 676	177 488 980	1 405 757 653	3 230

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 15 – Ressources des CFA provenant de l'Etat en 2018, par région et poste de dépenses (en euros)

	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	388 168	913	1 733 377	2 122 459	41
Bourgogne-Franche-Comté	1 022 675	735	-	1 023 410	52
Bretagne	223 976	-	-	223 976	12
Centre-Val de Loire	263 017	-	56 429	319 446	17
Corse	226 814	-	-	226 814	114
Grand Est	516 141	-	-	516 141	13
Hauts-de-France	1 634 063	-	497 087	2 131 150	59
Île-de-France	1 253 017	-	289 698	1 542 715	18
Normandie	1 251 608	-	1 982 954	3 234 562	134
Nouvelle-Aquitaine	721 005	-	539 272	1 260 277	32
Occitanie	678 915	-	-	678 915	19
Pays de la Loire	627 284	-	788 693	1 415 978	46
Région Sud	977 104	-	5 217 457	6 194 561	220
Total France métropolitaine	9 783 787	1 648	11 104 967	20 890 402	48
Guadeloupe	28 968	-	1 066 451	1 095 419	707
TOTAL	9 812 755	1 648	12 171 418	21 985 821	51

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 16 – Contributions des autres collectivités au financement des CFA en 2018, par région et poste de dépenses (en euros)

	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	2 736 211	165 704	407 124	3 309 039	64
Bourgogne-Franche-Comté	683 025	-	-	683 025	35
Bretagne	671 953	5 122	-	677 075	35
Centre-Val de Loire	196 324	8 773	20 000	225 097	12
Corse	27 691	-	-	27 691	14
Grand Est	2 291 231	11 792	17 617	2 320 640	58
Hauts-de-France	4 352 821	-	3 192 476	7 545 297	209
Île-de-France	8 397 421	-	390 769	8 788 190	101
Normandie	996 830	2 555	5 694	1 005 079	42
Nouvelle-Aquitaine	2 986 851	24 710	241 904	3 253 465	83
Occitanie	12 275 126	7 821	259 626	12 542 574	345
Pays de la Loire	4 382 951	-	-	4 382 951	141
Région Sud	3 843 889	1 825	857 852	4 703 566	167
Total France métropolitaine	43 842 325	228 302	5 393 062	49 463 689	114
Guadeloupe	22 625	-	-	22 625	15
TOTAL	43 864 950	228 302	5 393 062	49 486 314	114

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 17 – Vente et prestations de service des CFA en 2018, par région (en euros)

	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	13 256 262	5 256 721	-	18 512 984	358
Bourgogne-Franche-Comté	4 962 600	80 899	-	5 043 499	256
Bretagne	6 199 040	1 831 457	-	8 030 497	420
Centre-Val de Loire	3 479 083	1 394 609	-	4 873 692	252
Corse	210 864	9 669	-	220 533	111
Grand Est	7 564 174	662 804	-	8 226 978	207
Hauts-de-France	13 276 489	1 485 980	-	14 762 469	409
Ile-de-France	33 922 397	1 589 337	-	35 511 734	408
Normandie	6 961 446	1 433 845	-	8 395 291	349
Nouvelle-Aquitaine	16 469 844	3 680 526	-	20 150 370	514
Occitanie	14 159 849	853 040	-	15 012 889	412
Pays de la Loire	6 721 120	508 941	-	7 230 062	233
Région Sud	6 796 411	1 450 856	-	8 247 267	293
Total France métropolitaine	133 979 580	20 238 684	-	154 218 264	356
Guadeloupe	125 920	-	-	125 920	81
TOTAL	134 105 500	20 238 684	-	154 344 184	355

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 18 – Ressources des CFA provenant des familles d'apprentis en 2018, par région (en euros)

	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	516 869	5 802 183	-	6 319 052	122
Bourgogne-Franche-Comté	156 308	5 600 213	-	5 756 521	292
Bretagne	220 259	1 115 526	-	1 335 785	70
Centre-Val de Loire	469 282	3 851 401	-	4 320 683	223
Corse	266 988	44 661	-	311 649	157
Grand Est	517 948	3 290 427	-	3 808 375	96
Hauts-de-France	-	1 635 972	-	1 635 972	45
Ile-de-France	2 788 208	5 918 796	-	8 707 004	100
Normandie	-	5 792 716	-	5 792 716	241
Nouvelle-Aquitaine	-	3 140 204	-	3 140 204	80
Occitanie	2 558 528	2 459 448	-	5 017 976	138
Pays de la Loire	-	3 168 671	-	3 168 671	102
Région Sud	5 172 097	1 264 240	-	6 436 337	229
Total France métropolitaine	12 666 486	43 084 459	-	55 750 945	129
Guadeloupe	-	-	-	-	-
TOTAL	12 666 486	43 084 459	-	55 750 945	128

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 19 – Quote-part de subvention virée au compte de résultat en 2018, par région (en euros)

	Fonctionnement	THR	Investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	17 823 592	1 048 198	-	18 871 789	365
Bourgogne-Franche-Comté	6 939 997	328 435	-	7 268 432	368
Bretagne	7 759 965	155 545	-	7 915 510	414
Centre-Val de Loire	9 987 728	601 943	-	10 589 671	547
<i>Corse</i>	<i>459 989</i>	-	-	<i>459 989</i>	232
Grand Est	13 815 152	337 077	-	14 152 229	356
Hauts-de-France	12 202 774	-	-	12 202 774	338
Île-de-France	28 281 914	852 726	-	29 134 640	334
Normandie	10 174 915	405 531	-	10 580 446	440
Nouvelle-Aquitaine	15 199 475	747 816	-	15 947 291	407
Occitanie	15 367 233	521 289	-	15 888 521	436
Pays de la Loire	12 036 448	222 123	-	12 258 571	396
Région Sud	11 620 148	202 857	-	11 823 005	420
Total France métropolitaine	161 669 329	5 423 539	-	167 092 868	385
Guadeloupe	1 092 454	-	-	1 092 454	705
TOTAL	162 761 783	5 423 539	-	168 185 322	386

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 20 – Reprise sur amortissement et provisions en 2018, par région

	Fonctionnement	THR	Investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	1 834 613	199 389	-	2 034 003	39
Bourgogne-Franche-Comté	794 266	39 815	-	834 081	42
Bretagne	978 726	25 637	-	1 004 363	52
Centre-Val de Loire	519 407	24 644	-	544 051	28
<i>Corse</i>	<i>183 504</i>	-	-	<i>183 504</i>	92
Grand Est	2 883 862	116 458	-	3 000 320	76
Hauts-de-France	1 937 321	-	-	1 937 321	54
Île-de-France	6 773 833	33 801	-	6 807 634	78
Normandie	2 660 971	111 468	-	2 772 439	115
Nouvelle-Aquitaine	2 159 985	20 561	-	2 180 546	56
Occitanie	5 074 575	83 942	-	5 158 517	142
Pays de la Loire	1 130 664	7 182	-	1 137 846	37
Région Sud	1 761 047	35 453	-	1 796 500	64
Total France métropolitaine	28 692 775	698 350	-	29 391 125	68
Guadeloupe	1 163 502	-	-	1 163 502	751
TOTAL	29 856 277	698 350	-	30 554 627	70

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 21 – Transferts de charges en 2018, par région (en euros)

	Fonctionnement	THR	Investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	2 130 103	-	-	2 130 103	41
Bourgogne-Franche-Comté	1 291 416	-	-	1 291 416	65
Bretagne	949 533	-	-	949 533	50
Centre-Val de Loire	672 315	-	-	672 315	35
Corse	175 584	-	-	175 584	89
Grand Est	1 340 307	-	-	1 340 307	34
Hauts-de-France	1 385 327	-	-	1 385 327	38
Ile-de-France	3 940 603	-	-	3 940 603	45
Normandie	978 527	-	-	978 527	41
Nouvelle-Aquitaine	1 117 995	-	-	1 117 995	29
Occitanie	1 284 244	-	-	1 284 244	35
Pays de la Loire	1 003 424	-	-	1 003 424	32
Région Sud	1 211 676	-	-	1 211 676	43
Total France métropolitaine	17 481 054	-	-	17 481 054	40
Guadeloupe	9 600	-	-	9 600	6
TOTAL	17 490 654	-	-	17 490 654	40

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 22 – Produits financiers en 2018, par région (en euros)

	Fonctionnement	THR	Investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	2 439 653	-	-	2 439 653	47
Bourgogne-Franche-Comté	120 094	-	-	120 094	6
Bretagne	217 984	-	-	217 984	11
Centre-Val de Loire	131 140	-	-	131 140	7
Corse	3 763	-	-	3 763	2
Grand Est	154 623	-	-	154 623	4
Hauts-de-France	270 491	-	-	270 491	7
Ile-de-France	1 654 545	-	-	1 654 545	19
Normandie	120 911	-	-	120 911	5
Nouvelle-Aquitaine	107 967	-	-	107 967	3
Occitanie	117 728	-	-	117 728	3
Pays de la Loire	125 051	-	-	125 051	4
Région Sud	220 284	-	-	220 284	8
Total France métropolitaine	5 684 233	-	-	5 684 233	13
Guadeloupe	3 970	-	-	3 970	3
TOTAL	5 688 203	-	-	5 688 203	13

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 23 – Autres ressources des CFA en 2018, par région (en euros)

	Fonctionnement	THR	Investissement	Total	Ressources par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	9 513 232	488 285	14 912 179	24 913 697	482
Bourgogne-Franche-Comté	1 938 033	81 547	4 070 730	6 090 310	309
Bretagne	2 789 065	281 381	1 704 176	4 774 622	250
Centre-Val de Loire	2 473 915	77 778	69 117	2 620 810	135
Corse	286 175	-	148 591	434 765	219
Grand Est	13 315 645	130 844	2 286 738	15 733 227	396
Hauts-de-France	1 584 590	-	-	1 584 590	44
Ile-de-France	30 815 447	-	4 652 752	35 468 199	407
Normandie	4 880 309	85 527	1 051 104	6 016 940	250
Nouvelle-Aquitaine	9 504 163	202 406	654 254	10 360 823	264
Occitanie	4 188 518	171 887	305 637	4 666 042	128
Pays de la Loire	7 685 131	84 827	1 011 811	8 781 768	283
Région Sud	5 017 836	258 559	447 358	5 723 753	203
Total France métropolitaine	93 992 057	1 863 041	31 314 447	127 169 546	293
Guadeloupe	8 182	-	-	8 182	5
TOTAL	94 000 239	1 863 041	31 314 447	127 177 727	292

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 24 – Taxe d'apprentissage (reçue et consommée par les CFA) et reliquats en 2018 (en euros)

	Taxe reçue	dont taxe reçue provenant d'OCTA de la région	dont taxe reçue provenant d'OCTA hors de la région	Reliquat 2017 pour 2018	Taxe disponible	TOTAL - Taxe consommée	dont pour le fonctionnement	dont pour le THR	dont pour l'investissement	Nouveau reliquat de taxe	Taxe consommée par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	119 011 746	14 808 893	104 202 853	54 592 270	173 604 017	114 737 533	104 943 360	14 755	9 779 417	58 866 484	2 221
Bourgogne-Franche-Comté	39 740 465	6 603 820	33 136 645	8 150 478	47 890 943	39 255 774	37 570 060	-	1 685 714	8 635 169	1 989
Bretagne	46 603 999	25 467 747	21 136 253	33 358 667	79 962 666	48 990 089	45 302 744	189 634	3 497 711	30 972 577	2 560
Centre-Val de Loire	36 486 703	4 995 556	31 491 147	17 765 035	54 251 738	35 378 840	29 881 329	718 737	4 778 774	18 872 898	1 828
Corse	2 951 855	1 493 952	676 588	2	2 951 857	2 948 931	2 931 674	-	17 257	2 926	1 486
Grand Est	74 487 484	29 617 034	44 870 450	30 275 666	104 763 150	74 156 307	68 469 060	131 532	5 555 715	30 606 843	1 868
Hauts-de-France	83 668 881	56 965 088	26 703 793	40 768 534	124 437 415	94 632 971	79 616 771	-	15 016 200	29 804 444	2 620
Ile-de-France	406 828 158	nd	nd	205 784 117	612 612 275	422 295 192	403 213 701	-	19 081 491	190 317 083	4 848
Normandie	50 753 855	18 845 871	31 907 984	18 161 265	68 915 121	53 798 289	44 393 821	-	9 404 468	15 116 832	2 236
Nouvelle-Aquitaine	84 957 023	29 654 596	55 302 427	7 756 102	92 713 125	84 337 978	77 753 903	300 618	6 283 457	8 375 147	2 151
Occitanie	103 354 427	38 232 751	65 091 676	16 816 233	120 170 660	101 837 639	96 811 393	120 544	4 905 702	18 333 021	2 797
Pays de la Loire	57 262 549	11 136 302	46 126 247	14 869 695	72 132 244	61 294 566	59 445 343	-	1 849 223	10 837 678	1 978
Région Sud	67 019 065	44 939 025	22 080 039	30 124 330	97 143 395	65 970 984	59 149 355	-	6 821 629	31 172 411	2 345
Total France métropolitaine	1 173 126 211	282 760 635	482 726 102	478 422 394	1 651 548 605	1 199 635 092	1 109 482 514	1 475 820	88 676 758	451 913 513	2 767
Guadeloupe	1 013 168	449 531	410 071	323 013	1 336 181	1 965 970	1 660 130	-	305 840	- 629 789	1 269
TOTAL	1 174 139 379	283 210 166	483 136 173	478 745 407	1 652 884 786	1 201 601 062	1 111 142 644	1 475 820	88 982 598	451 283 724	2 761

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 25 – Evolution de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA entre 2004 et 2018, par régions (en euros)

	2015			2016			2017			2018			Variation de la moyenne par jeune 2017-18 en %
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage reçue	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage reçue	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage reçue	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage reçue	Moyenne par jeune	
AuRA	48 819	107 274 193	2 197	48 729	127 097 329	2 608	49 753	112 170 208	2 255	51 668	119 011 746	2 303	2%
BFC	18 937	34 711 189	1 833	18 815	36 919 547	1 962	19 059	38 184 674	2 003	19 739	39 740 465	2 013	0%
Bretagne	17 369	44 743 065	2 576	17 612	45 076 058	2 559	18 192	46 220 362	2 541	19 134	46 603 999	2 436	-4%
Centre-Val de Loire	18 471	30 303 308	1 641	18 489	34 149 526	1 847	18 693	34 508 957	1 846	19 356	36 486 703	1 885	2%
Corse	2 067	2 752 486	1 332	2 058	2 515 462	1 222	1 990	2 960 782	1 488	1 984	2 951 855	1 488	0%
Grand Est	38 170	70 278 572	1 841	38 067	75 320 517	1 979	38 572	73 493 948	1 905	39 700	74 487 484	1 876	-2%
Hauts-de-France	33 073	80 841 162	2 444	33 327	85 460 248	2 564	34 529	83 837 088	2 428	36 121	83 668 881	2 316	-5%
Île-de-France	80 032	378 057 780	4 724	80 231	386 090 535	4 812	82 799	396 953 869	4 794	87 110	406 828 158	4 670	-3%
Normandie	22 636	44 234 831	1 954	22 651	49 296 418	2 176	23 095	50 652 118	2 193	24 060	50 753 855	2 109	-4%
Nouvelle-Aquitaine	35 790	76 798 936	2 146	36 167	77 865 215	2 153	37 606	80 208 250	2 133	39 206	84 957 023	2 167	2%
Occitanie	32 804	82 395 266	2 512	33 437	88 808 096	2 656	34 595	87 314 235	2 524	36 405	103 354 427	2 839	12%
Pays de la Loire	27 079	50 174 763	1 853	27 669	54 021 000	1 952	29 190	56 151 305	1 924	30 994	57 262 549	1 848	-4%
Région Sud	27 452	59 543 344	2 169	27 366	61 832 841	2 259	27 687	62 457 828	2 256	28 132	67 019 065	2 382	6%
France métropolitaine	402 700	1 062 108 895	2 637	404 618	1 124 452 792	2 779	415 760	1 125 113 624	2 706	433 609	1 173 126 211	2 705	-0,02%
Guadeloupe	1 498	1 482 854	990	nd	nd	nd	nd	nd	nd	1 549	1 013 168	654	nd

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 26 – Charges de fonctionnement et de THR des CFA en 2018, par région (en euros)

	Charges de fonctionnement				Charges THR (3)	Coût THR par jeune (3)	TOTAL - Charges fonctionnement et THR	Coût par jeune total
	Charges d'exploitation (1)	Coût par jeune (1)	2_Charges hors exploitation	Coût par jeune (2)				
Auvergne-Rhône-Alpes	334 105 367	6 466	4 039 547	78	23 799 451	461	361 944 365	7 005
Bourgogne-Franche-Comté	127 362 993	6 452	941 612	48	11 052 207	560	139 356 812	7 060
Bretagne	122 985 724	6 428	1 506 338	79	4 015 704	210	128 507 766	6 716
Centre-Val de Loire	126 737 381	6 548	317 561	16	13 235 723	684	140 290 665	7 248
Corse	11 674 529	5 884	1 398 679	705	721 461	364	13 794 669	6 953
Grand Est	240 260 712	6 052	1 755 946	44	16 810 978	423	258 827 636	6 520
Hauts-de-France	240 924 605	6 670	1 707 857	47	12 711 551	352	255 344 013	7 069
Ile-de-France	743 819 216	8 539	4 268 529	49	11 850 798	136	759 938 543	8 724
Normandie	166 718 287	6 929	1 105 072	46	10 761 862	447	178 585 221	7 422
Nouvelle-Aquitaine	265 898 779	6 782	1 908 318	49	14 311 610	365	282 118 707	7 196
Occitanie	258 791 000	7 109	4 183 752	115	5 719 064	157	268 693 816	7 381
Pays de la Loire	207 040 589	6 680	1 115 814	36	14 973 439	483	223 129 842	7 199
Région Sud	184 161 302	6 546	1 204 551	43	5 098 780	181	190 464 633	6 770
Total France métropolitaine	3 030 480 485	6 989	25 453 576	59	145 062 628	335	3 200 996 688	7 382
Guadeloupe	6 954 686	4 490	47 931	31	492 922	318	7 495 538	4 839
TOTAL	3 037 435 170	6 980	25 501 507	59	145 555 550	334	3 208 492 226	7 373

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 27 – Charges de personnel des CFA en 2018, par région (en euros)

	Charges de personnel relatives aux formateurs	Charges de personnel relatives aux autres personnels	Total	Moyenne par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	98 654 383	53 496 247	152 150 630	2 945
Bourgogne-Franche-Comté	64 835 736	25 881 223	90 716 959	4 596
Bretagne	53 574 267	27 240 513	80 814 780	4 224
Centre-Val de Loire	56 518 798	30 791 472	87 310 270	4 511
Corse	6 268 841	2 772 321	9 041 162	4 557
Grand Est	107 562 321	54 573 777	162 136 098	4 084
Hauts-de-France	98 872 513	62 461 681	161 334 194	4 466
Île-de-France	302 621 949	158 574 945	461 196 894	5 294
Normandie	74 803 294	34 527 597	109 330 891	4 544
Nouvelle-Aquitaine	118 050 767	56 476 962	174 527 729	4 452
Occitanie	86 885 700	54 474 960	141 360 660	3 883
Pays de la Loire	97 373 074	39 385 438	136 758 513	4 412
Région Sud	60 332 519	37 061 988	97 394 507	3 462
Total France métropolitaine	1 226 354 163	637 719 124	1 864 073 287	4 299
Guadeloupe	2 156 276	1 475 693	3 631 970	2 345
TOTAL	1 228 510 439	639 194 818	1 867 705 257	4 292

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences
Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 28 – Charges d'investissement des CFA en 2018, par région (en euros)

	Charges investissement	Moyenne par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	53 091 775	1 028
Bourgogne-Franche-Comté	16 591 935	841
Bretagne	9 254 005	484
Centre-Val de Loire	21 736 150	1 123
Corse	504 771	254
Grand Est	19 380 604	488
Hauts-de-France	120 850 902	3 346
Île-de-France	47 857 680	549
Normandie	33 200 901	1 380
Nouvelle-Aquitaine	33 226 724	847
Occitanie	17 612 567	484
Pays de la Loire	24 472 370	790
Région Sud	18 014 896	640
Total France métropolitaine	415 795 280	959
Guadeloupe	431 817	279
TOTAL	416 227 097	956

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences
Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 29 – Aides versées aux jeunes par les Conseils régionaux en 2018 : aides directes (en euros)

	Aides directes versées aux apprentis par les régions													
	Effectifs pondérés	01_Premier équipement	02_Fournitures scolaires	03_Transport / Hébergmt / Rest	04_Mobilité européenne	05_Fonds d'aides sociales	06_Aide au permis B	07_Aides aux handicapés	08_Carte nationale d'apprenti	09_Ordinateurs	10_Chèques Culture	11_Autres aides	Total	Moyenne par jeune
Auvergne-Rhône-Alpes	51 668	1 798 461	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 798 461	35
Bourgogne-Franche-Comté	19 739	-	-	966 240	-	-	-	-	-	-	-	-	966 240	49
Bretagne	19 134	857 145	-	11 947 565	-	-	-	-	-	-	-	-	12 804 710	669
Centre-Val de Loire	19 356	291 985	-	-	-	-	-	-	-	-	120 600	-	412 585	21
Corse	1 984	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grand Est	39 700	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hauts-de-France	36 121	3 258 815	-	-	-	-	-	-	-	-	-	355 879	3 614 694	100
Île-de-France	87 110	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Normandie	24 060	644 380	171 110	8 325 900	330 360	-	-	-	-	-	-	-	9 471 750	394
Nouvelle-Aquitaine	39 206	-	-	4 130 650	-	-	855 000	-	-	-	-	-	4 985 650	127
Occitanie	36 405	-	-	4 470 937	-	-	239 519	-	-	1 219 652	-	17 768	5 947 876	163
Pays de la Loire	30 994	-	-	-	-	-	31 600	-	-	-	-	-	31 600	1
Région Sud	28 132	-	-	-	-	953 831	-	-	-	-	-	-	953 831	34
Total France métropolitaine	433 609	6 850 787	171 110	29 841 292	330 360	953 831	1 126 119	-	-	1 219 652	120 600	373 647	40 987 398	95
Guadeloupe	1 549	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	435 158	6 850 787	171 110	29 841 292	330 360	953 831	1 126 119	-	-	1 219 652	120 600	373 647	40 987 398	94

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.

Tableau 30 – Aides versées aux jeunes par les Conseils régionaux en 2018 : aides indirectes versées via les CFA (en euros)

	Aides versées via les CFA												Total	Moyenne par jeune
	Effectifs pondérés	01_Premier équipement	02_Fournitures scolaires	03_Transport / Héberg / Rest	04_Mobilité européenne	05_Fonds d'aides sociales	06_Aide au permis B	07_Aides aux handicapés	08_Carte nationale d'apprenti	09_Ordinateurs	10_Chèques Culture	11_Autres aides		
Auvergne-Rhône-Alpes	51 668	-	-	9 456 099	715 611	313 372	-	-	-	-	-	-	10 485 082	203
Bourgogne-Franche-Comté	19 739	610 181	-	4 137 935	-	45 727	-	45 015	-	-	-	-	4 838 857	245
Bretagne	19 134	-	-	-	253 756	-	-	-	-	-	-	-	253 756	13
Centre-Val de Loire	19 356	-	-	6 448 026	1 043 451	-	-	-	-	-	-	-	7 491 477	387
Corse	1 984	11 911	-	1 195 538	-	-	-	-	-	-	-	-	1 207 449	609
Grand Est	39 700	1 074 037	-	10 833 460	169 258	583 185	-	-	-	-	-	-	12 659 940	319
Hauts-de-France	36 121	-	-	8 936 735	749 954	426 688	-	36 000	-	-	-	-	10 149 377	281
Île-de-France	87 110	-	-	289 776	-	-	-	-	-	-	-	5 700 224	5 990 000	69
Normandie	24 060	-	-	698 786	-	17 309	-	-	-	-	-	-	716 095	30
Nouvelle-Aquitaine	39 206	2 226 117	-	5 341 140	476 392	423 483	-	479 004	-	-	-	-	8 946 136	228
Occitanie	36 405	1 555 455	-	276 606	1 450 212	-	-	-	-	-	-	-	3 282 273	90
Pays de la Loire	30 994	1 874 912	502 240	9 892 922	-	504 099	-	-	-	-	-	-	12 774 173	412
Région Sud	28 132	1 548 952	-	1 550 996	173 398	-	-	-	-	-	-	-	3 273 346	116
Total France métropolitaine	433 609	8 901 565	502 240	59 058 019	5 032 032	2 313 863	-	560 019	-	-	-	5 700 224	82 067 962	189
Guadeloupe	1 549	-	-	745 910	-	-	-	-	-	-	-	-	745 910	482
TOTAL	435 158	8 901 565	502 240	59 803 929	5 032 032	2 313 863	-	560 019	-	-	-	5 700 224	82 813 872	190

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2018*, France compétences

Données des CFA de Corse estimées sur la base des effectifs 2018 et montants par apprentis observés en 2017, car non disponibles.